

P.E
05

ESPRIT

Changer la culture et la politique

ARMÉNIE : le droit à la mémoire

par Gérard Chaliand, Richard G. Hovanissian,
Michel Marian, Claire Mouradian et Barouïr Sévag

Liban :

Ibrahim Chebli : *Ce pays est-il toujours le mien ?*

Antoine Basbous : *La débâcle de l'Occident*

J.F. Legrain : *La « dissidence » palestinienne*

Entretien avec J.L. Borges

Bram Van Velde

4

M 1667 Avril 1984

Etranger 48 F France 46 F

ARMÉNIE LE DROIT À LA MÉMOIRE

Il il a plus de quinze ans, *Esprit* a été la seule publication périodique à accueillir un article sur « La question arménienne¹ », alors considérée comme appartenant de façon définitive au passé. Et pourtant, si les crimes contre l'humanité (pensons à Barbie) sont imprescriptibles pour le droit, ils le sont a fortiori pour la mémoire historique et pour celle des peuples.

Le présent ensemble montre que le problème du peuple arménien est toujours vivant et brûlant, qu'il y a un héritage historique arménien. Les médias de masse, avec l'information partielle et hâtive qu'ils transmettent, sont à cet égard trompeurs : la question arménienne n'est pas l'apanage de quelques groupes terroristes. L'importance des revues se mesure justement à la réflexion qu'elles suscitent et au complément d'informations qu'elles apportent, en marge des engouements de l'actualité.

Deux des trois articles qui suivent sont consacrés à des aspects très peu connus de l'histoire et de la situation des Arméniens². Enfin, cette livraison offre quelques poèmes de Barouïr Sévag, le plus important avec Eguiché Tcharentz des poètes d'Arménie soviétique — tous deux disparus dans des circonstances tragiques.

L'opinion publique des pays démocratiques connaît aujourd'hui l'existence du génocide des Arméniens. Malheureusement, cet objectif n'a été atteint que par l'usage de la violence à partir de 1975. Faut-il cependant rappeler que les organisations politiques arméniennes n'ont cessé, sans aucun effet, d'adresser plaintes et mémorandums tant à la Société des nations qu'à l'Organisation des nations unies ? Les organisations interétatiques (du genre Commission de l'ONU pour les droits de l'homme) ayant fait la preuve de leur para-

1. Anhite Ter Minassian, « La question arménienne », *Esprit*, avril 1967. Du même auteur, sous le même titre, on lira une excellente série d'articles historiques réunis en volume, Ed. Parenthèses, 1983.

2. Le premier, consacré à la République arménienne, est du professeur Richard Hovanissian, directeur du Centre du Proche-Orient à l'université de Los Angeles. Signalons du même auteur : *Armenia : on the Road to Independance, 1918*, University of California Press, 1967, et *The Republic of Armenia*, vol. I (1818-1889), UCP, 1971, vol. II (1919-1920), UCP, 1982.

lysis et de leur peu de courage, une session du Tribunal des peuples réunie à Paris doit (du 13 au 18 avril) ouvrir à nouveau le dossier et le débat.

Les diplomates turcs d'aujourd'hui ne sont pas responsables du génocide des Arméniens³. Ils sont, par contre, les représentants d'un Etat qui continue — et continuera — de nier le génocide. A cet égard, les Arméniens se trouvent dans la situation qui serait celle des Juifs si l'Allemagne fédérale prétendait qu'il ne s'est rien passé qui les concerne particulièrement durant la seconde guerre mondiale.

Mais la reconnaissance par l'ONU demeure hypothétique. L'attitude des Etats-Unis — qui pratiquent une *realpolitik* à la petite semaine — est loin de ce qu'elle devrait être de la part d'un Etat qui se réclame des droits de l'homme mais a tendance à ne les évoquer que pour les avantages politiques qu'il peut en tirer. Hommage doit être rendu à la France qui, par la voix du Président de la République, a eu le courage politique et moral de reconnaître la vérité historique. La moindre réparation possible pour un déni de justice, c'est qu'il fasse désormais partie de la conscience universelle.

Il est attristant de voir la gauche turque se débarrasser de la question en expliquant que les Arméniens étaient des « alliés objectifs de l'impérialisme ». Les populations arméniennes de l'Empire ottoman ont été victimes de la crainte des Jeunes Turcs de voir la Russie tsariste encourager et utiliser le nationalisme arménien. Afin d'éviter ce risque, dans un climat de guerre alourdi par les revers turcs dans le Caucase, et dans la perspective du pantouranisme de l'époque, la déportation de l'ensemble des populations a été décidée et mise à exécution avec les conséquences que l'on sait.

L'une de ces conséquences, c'est que l'Anatolie ne compte plus d'Arméniens. Aussi les espoirs des nationalistes en une récupération des territoires ne sont pas réalisables (du moins pour la période historique prévisible). L'occupation physique du terrain reste un préalable à toute revendication territoriale : les nationalistes arméniens ne peuvent pas le satisfaire, ni démographiquement, ni en termes de rapports de force. En ce sens, la question arménienne est — à moins d'une guerre mondiale — pratiquement classée. Il n'est cependant pas illégitime d'estimer qu'un problème territorial ne puisse être réglé par un génocide. Quelle que soit la nature de son régime et ses conditions, l'Arménie soviétique représente en tout cas pour les Arméniens qui s'y trouvent un foyer national.

En Occident, les Arméniens bénéficient du double droit à l'assimilation et à la conservation d'une culture diasporique. C'est un grand privilège, même s'il est considéré comme redoutable par les nationalistes. Ceux-ci oublient que c'est aux communautés arméniennes d'agir pour que la mémoire culturelle dont elles ont le dépôt se transmette.

La question de l'Arménie n'a pas de débouché politique clair. Pour l'immense majorité des Arméniens d'Occident, il ne s'agit pas de retrouver un territoire perdu et inaccessible, il s'agit du droit de se souvenir, d'être fidèle à un héritage. Les Etats ont le droit d'empêcher certains Arméniens de mettre le feu à un ordre international passablement précaire ; ils n'ont pas celui de

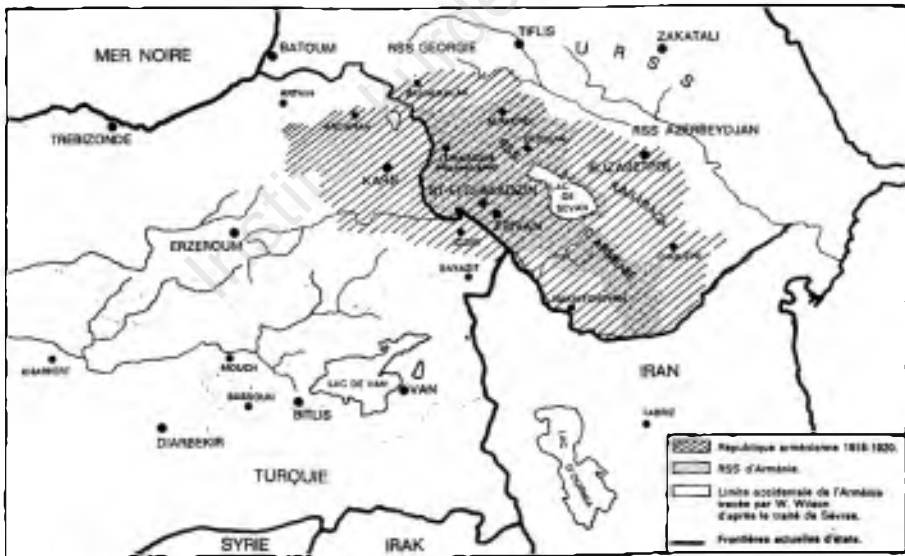
3. Rien, par ailleurs, ne peut justifier ou excuser l'utilisation par une fraction de l'ASALA (groupe Orly, etc.) du terrorisme aveugle. Il s'agit là de fautes politiques doublées de crimes crapuleux.

mettre hors la loi, de censurer une mémoire. Ils sont gardiens de la paix, non de la vérité. C'est à eux de bâtir une paix compatible avec la vérité.

Ainsi, la question arménienne nous instruit d'abord des limites du droit des Etats, qu'ils agissent séparément ou ensemble. Elle comporte aussi des leçons politiques plus immédiates. On le voit d'ailleurs si l'on considère certains des Etats où les communautés arméniennes subsistent. Les conditions politiques n'ont cessé de se détériorer pour les 150 000 Arméniens du Liban, comme pour les 200 000 d'Iran.

Il est à espérer que l'intolérance religieuse — qui au Liban n'a cessé de confondre musulmans et arabes, comme si les minorités n'étaient pas arabes — ne produise pas une fois encore, après les grands massacres d'Arméniens et d'Assyro-Chaldéens de la première guerre mondiale et les persécutions actuelles des Baha'i d'Iran, une nouvelle tragédie.

Gérard Chaliand



LE POINT DE VUE TURC SUR LE GÉNOCIDE

par Michel Marian

Si l'on excepte l'intermède constitué par le gouvernement libéral ottoman des années 1919-1921, la position turque vis-à-vis des événements de 1915 n'a nullement varié, dans les grandes lignes, depuis les premières déportations ; elle a simplement mis davantage l'accent sur la non-préméditation des massacres depuis que le tribunal de Nuremberg a élaboré le concept de génocide.

Les arguments

Cette position s'appuie principalement sur quatre arguments : deux contestations quant aux faits (le nombre des morts et la préméditation des massacres) et deux rejets de responsabilités (sur les révolutionnaires arméniens et sur les grandes puissances).

1) Les chiffres

Arguant des différences entre les sources arméniennes et occidentales (2 660 000 Arméniens vivant dans tout l'Empire ottoman selon le patriarcat arménien, seulement 1 800 000 selon Toynbee), les auteurs turcs retiennent le chiffre du recensement ottoman : 1 300 000 Arméniens. Cette diminution du chiffre de départ les autorise à réduire plus que proportionnellement le nombre final des victimes (500 000 selon Bayur, 300 000 selon la brochure de 1982 qui reprend sans fard l'estimation de Talaat au dernier congrès du Parti jeune-turc).

2) La non-préméditation

La position turque consiste ici à disqualifier les documents révélant la préméditation et les témoins analysant les massacres comme la mise en œuvre d'un plan systématique. Les télégrammes chiffrés de Talaat, indiquant aux responsables de province la volonté d'extermination, sont décrits comme des faux grossiers fabriqués par des Arméniens ; le grand historien Toynbee et le pasteur Lepsius, comme de vulgaires propagandistes religieux et politiques. En regard, les responsables turcs s'appuient sur le décret du 30 mai 1915 recommandant de garantir confort et nourriture aux personnes

transférées, et de leur distribuer des terres dans leur lieu d'accueil en fonction de leur situation matérielle antérieure. Ce souci attesté d'humanité complète l'argument statistique précédemment évoqué, et vise à démontrer que le nombre des morts, même relativement élevé, est le résultat de la famine et des épidémies. Loin de concourir à un plan de génocide, ces « conditions générales de la guerre » auraient donc réduit à néant les louables précautions accumulées par le gouvernement. Elles ont d'ailleurs provoqué la mort de 3 millions de Turcs, c'est-à-dire d'une proportion identique de leur population totale.

LES Arméniens déportés des provinces de l'Est, disait Talaat, ne l'ont pas été suivant un plan prémédité d'anéantissement. La responsabilité de leur sort, écrivait-il, incombe en premier lieu aux Arméniens eux-mêmes, bien qu'il soit exact que les déportations n'aient pas été partout exécutées légalement et qu'un grand nombre d'innocents aient souffert d'abus d'autorité de quelques officiels. « Je l'avoue. Je reconnais également que le devoir du gouvernement était d'empêcher ces abus et atrocités, ou au moins d'arrêter et de punir sévèrement les coupables. [...] Des mesures préventives ont été prises dans chaque pays pendant la guerre, alors que leurs conséquences regrettables ont été passées sous silence en ce qui concerne les autres pays, l'écho de notre acte a été entendu dans le monde entier, parce que tous les yeux étaient tournés vers nous' »

1. Talaat, « Posthumous Memoirs of Talaat Pasha », *Current History*, XV, novembre 1921, p. 294-295.

3) La responsabilité des révolutionnaires arméniens

Sur ce point la position de tous les gouvernements turcs, y compris celui de 1919, est la même. Les organisations politiques arméniennes ont immédiatement perçu la Grande guerre comme l'occasion d'un soulèvement général destiné à satisfaire leurs aspirations sécessionnistes. Ce complot s'articulait sur deux branches : d'une part un soutien de volontaires arméniens à l'avance de l'armée russe, d'autre part des attentats à l'arrière contre les forces turques et les populations musulmanes. À l'appui de cette thèse sont principalement invoquées les batailles organisées de Zeïtoun et de Van au printemps 1915. Ainsi le gouvernement turc, confronté en pleine guerre à la sédition armée d'une cinquième colonne, s'est-il vu contraint de prendre une mesure d'autodéfense : la déportation de toutes les populations dangereuses de la zone du front. Décision légitime et, on l'a vu, modérée dans ses modalités d'application. Décision doublement banale dans son principe – tout État l'aurait prise dans la même situation – et dans ses résultats : les Arméniens ont souffert de la guerre dans les mêmes proportions que les populations musulmanes.

« Récemment, une recherche scientifique a découvert que les histoires de massacres ont en fait été largement inventées par les leaders nationalistes arméniens à Paris et à Londres, pendant la première guerre mondiale, et

répandues d'un bout à l'autre du monde par les services secrets britanniques¹. »

4) Le rôle des grandes puissances

La responsabilité des malheurs arméniens ne revient pas seulement aux intéressés, mais, en toute équité, également aux grandes puissances. Ce sont elles qui, au long du XIX^e siècle, ont semé les germes de la révolte et du nationalisme dans une population considérée jusque-là comme la plus « fidèle » au sultan. Les ambitions territoriales appuyées par la propagande religieuse ont fait des Arméniens les dupes de la géopolitique, alors que la libéralisation progressive de l'Empire ottoman favorisait leur intégration. Talaat, nommé grand vizir, ne déclarait-il pas au Parlement, le 15 février 1917, que le gouvernement avait l'intention de donner à chaque Ottoman tous ses droits constitutionnels ?

Omissions et inversions

On se bornera à relever les omissions les plus importantes des argumentaires turcs, concernant les quatre points évoqués.

1) Les chiffres

Les sources turques discutent longuement les recensements arméniens. Il est vrai que les recensements du patriarcat souffrent de surestimation, notamment à cause des centaines de milliers de morts arméniens dus aux massacres d'Abdul Hamid en 1895 et au grand nombre d'exils qui s'ensuivirent. Les références les plus autorisées – et notamment le *Livre bleu britannique* – concordent pourtant autour de 1 800 000 Arméniens, dont les deux tiers ont péri. Mais surtout les sources turques induisent plus qu'elles ne prouvent le nombre des victimes : il leur faudrait, sinon, examiner de près les conditions de la déportation et s'exposer à voir que les « conditions de la guerre » ne furent que des adjuvants à l'ouvrage de bourreaux bien réels.

Quant au nombre de morts turcs, prétendument proportionnel à celui des Arméniens, rappelons qu'il est selon l'atlas historique de référence², de 325 000, c'est-à-dire inférieur à celui des... Serbes. Le chiffre officiel turc doit sans doute couvrir l'ensemble des conflits qui ont permis le passage de l'Empire ottoman à la République kémaliste et inclure, outre les Arméniens, les Grecs de Smyrne, les Nestoriens d'Irak...

Enfin cette obsession du chiffre, illustrée récemment en France à propos d'un autre génocide par le professeur Faurisson, vise à décourager le bon sens des amateurs épris de justice au profit d'une querelle académique accessible aux experts, et notamment à ceux qui peuvent se prévaloir d'archives non publiées. Mais en frappant de suspicion les évidences, elle n'arrive pas à interdire les questions. Pourquoi le Premier ministre Damad Pacha aurait-il qualifié en 1919 ces simples déportations de « forfaits qui

1. *Setting the Record Straight on Armenian Propaganda Against Turkey*, Publication de l'assemblée des associations turco-américaines, Washington, 1982, p. 4-8.

2. *L'Atlas historique*, Stock, 1980, rééd. 1983.

sont de nature à faire tressaillir pour toujours la conscience humaine » ? Pourquoi l'opinion politique et religieuse témoigna-t-elle si vivement son indignation dans les pays alliés de la Turquie ? Pourquoi, si les Turcs ont souffert aussi vivement de la guerre que les Arméniens ?

2) La préméditation

Les télégrammes de Talaat, qui furent authentifiés lors du procès de Tehlirian à Berlin en 1920, ont, de fait, disparu. Est-ce à dire qu'en l'absence, à ce jour, de preuve écrite, l'existence d'un plan d'extermination soit réfutable ? Il faudrait alors passer sous silence – comme le font les autorités turques – certaines constantes des génocides et certaines particularités de 1915. Les auteurs de génocide n'ont pas pour habitude de multiplier les traces de leur forfait – les difficultés concernant les documents d'extermination nazis l'ont illustré – et le souci de discrétion est évident chez les Jeunes-Turcs, qui avaient encore en mémoire le souvenir du scandale créé par les massacres sur la place publique du sultan Abdul Hamid.

Les décrets gouvernementaux à caractère « humanitaire » sont d'une hypocrisie d'autant plus dérisoire qu'en 1915, l'administration était doublée par le parti d'Union et Progrès et l'« organisation spéciale » de repris de justice mise sur pied à cet effet. L'administration n'avait pas pour mission de faire, mais de laisser faire. Tous les responsables locaux qui s'opposèrent à ce que les déportations ne deviennent des massacres, furent mutés. Enfin les confidences d'Enver et de Talaat à l'ambassadeur américain Morgenthau sont sans aucune ambiguïté, les génocides s'ordonnent en langage chiffré : « actions spéciales » pour les nazis, « moyens connus » par les Jeunes-Turcs, le défaut de traces écrites non ambivalentes n'abolit donc nullement les témoignages concordants des survivants, les paroles prononcées par les maîtres d'œuvre et leurs pratiques d'élimination de tous ceux qui refusaient de comprendre à demi-mot ce que déportation voulait dire.

« Je suis convaincu que toute l'histoire de la race humaine ne contient aucun épisode aussi horrible que celui-ci. Les grands massacres et persécutions du passé semblent presque insignifiants comparés aux souffrances des Arméniens en 1915'. »

1. Henry Morgenthau, *Ambassador Morgenthau's Story*, Garden City, New York, 1918, p. 309.

3) Les révolutionnaires arméniens

Hormis des articles de journaux de Boston et des déclarations à un congrès secret du parti Hintchak, les éléments les plus souvent avancés par les sources turques pour valider la thèse d'un complot arménien, sont les combats de Zeitoun et de Van. Les escarmouches des montagnes de Zeitoun avec les autorités ottomanes étaient traditionnelles depuis cinq siècles, et celle de mars 1915 n'avait rien de spécifique. Elle fut pourtant le prétexte de la première déportation. Quant à la bataille de Van, elle fut préparée par la nomination au poste de Van d'un illustre massacreur de chrétiens nesto-

riens, la dévastation des villages de la région, l'assassinat d'un notable politique et la construction de tranchées autour des quartiers des Arméniens. L'autodéfense de ceux-ci ne commença que le 20 avril, les premières déportations de Constantinople sont du 24, et pourtant présentées comme la conséquence mûrement réfléchie de la trahison de Van³. Dans le même esprit, les excès dont se seraient rendus coupables les Arméniens vis-à-vis des Turcs lors d'une avancée russe, sont de deux ans postérieurs aux premières massacres et concomitants à une reprise en mains de l'armée russe coupable d'avoir favorisé les aspirations périphériques.

Ces interversions de date sont capitales pour fonder l'interversion des responsabilités dans le génocide. D'une part elles reprennent le travail des dirigeants jeunes-turcs qui consistait, pour justifier la déportation de masse, à exhiber une trahison avérée, et pour plus de sécurité à la provoquer. D'autres part elles noircissent (et abêtissent) les Arméniens pour couvrir le reste encore non justifié : la déportation de ceux qui étaient à des centaines de kilomètres du front.

4) Le rôle des grandes puissances

Très exigeants quant aux preuves des responsabilités immédiates des massacres, les auteurs turcs sont en revanche fort accueillants aux responsabilités indirectes, impalpables et multiples des grandes puissances. Il est vrai que le schéma des comités subversifs à la solde des diplomaties étrangères a déjà servi de prétexte au massacre des Grecs, des Bulgares et des Arméniens en 1895. L'existence de la Grande guerre a permis de transformer l'alibi de la simple manipulation en opération d'une cinquième colonne, et la pratique des massacres en extermination planifiée.

Ce que les autorités turques – d'aujourd'hui ou d'hier – ne comprennent pas, c'est que les idées de liberté n'ont pas besoin de propagandistes stipendiés pour se répandre.

Ce qu'elles omettent quand elles parlent de manipulation internationale, c'est le plan panturquiste d'Enver Pacha de créer une seule ceinture de population turque du Bosphore à Samarcande. Dans ce nouvel empire, un intrus : le peuple arménien, une solution : le génocide. Voilà le contexte géopolitique de 1915.

L'apparente cohérence de la thèse turque repose sur un jeu d'omissions et d'inversions des dates, déjà mis au point par les autorités turques de 1915, qui permet à la fois la justification du projet et l'effacement de l'œuvre même.

La distinction qu'elle établit entre une déportation provisoire de « légitime défense » et des massacres dus à une famine et à des brigands ignorés ou sous-estimés du gouvernement, ne peut tromper personne. Norbert de Bischoff, hagiographe du kémalisme, écrivait à ce sujet en 1936 : « Le glaive du droit frappe les coupables ; mais le glaive de l'histoire frappe les faibles. » Aujourd'hui comme en 1936, l'exemple donné par les Jeunes-Turcs en 1915 est un appel à la barbarie et un affront impuni à la morale internatio-

3. Quant au désarmement des soldats arméniens de l'armée ottomane, il avait commencé depuis des mois.

nale. La constance avec laquelle les gouvernements turcs ont défendu l'idée que la rébellion de quelques-uns autorise le massacre d'un peuple entier, et l'appui presque unanime qu'ils ont reçu de leur intelligentsia, peuvent étonner dans les démocraties occidentales. Il semble que le destin de la République kémaliste proclamée à Erzeroum, ce haut-lieu des massacres, soit indissociable de la glorification de ce carnage fondateur, puis de quelques autres nécessaires au mythe d'une nation turque homogène et éternelle.

Cette constance peut étonner, mais elle ne doit pas infléchir les esprits vers la recherche d'un quelconque compromis à mi-chemin des partis opposés, au mépris des faits. Le rétablissement de la vérité ne concerne pas seulement les Arméniens. Pour les Occidentaux, il s'agit aussi de ne pas renier certaines de leurs plus hautes autorités politiques : Churchill, Clemenceau, Theodor Roosevelt (voir sa lettre au *New York Times* du 1^{er} décembre 1915). Certes la notion de génocide n'existait pas à l'époque, mais le « crime de lèse-humanité » défini par les puissances alliées dans leur réponse au Mémoire de la sublime porte en 1916, indique strictement la même intention. Elles ne pouvaient imaginer à l'époque que la négation des faits s'accompagnerait bientôt d'une apologie du massacre au nom de la légitime défense. C'est ce crime continué contre l'humanité qui doit cesser au plus vite.

Michel Marian

L'INTERMÈDE DE L'INDÉPENDANCE NATIONALE

par Richard G. Hovanissian

COUPEE de la Russie centrale par les révolutions de 1917, la Transcaucasie a éclaté en trois républiques nationales en 1918. Les tentatives des Géorgiens, des Azerbaïdjanais et des Arméniens d'établir des Etats indépendants devaient finalement échouer, et c'est ainsi qu'au milieu de l'année 1921 toute la région a été absorbée par le système soviétique. Toutefois c'est sur les fondations de ces Etats imparfaits et transitoires que les républiques soviétiques d'Azerbaïdjan, d'Arménie et de Géorgie ont vu le jour.

Un Etat malgré lui

Bien que les trois Etats transcauciens aient beaucoup de particularités en commun, la République arménienne se distinguait par des désavantages géographiques et parce que la question arménienne avait agité la diplomatie internationale pendant quatre décennies. Alors que, par exemple, la Géorgie ou l'Azerbaïdjan pouvaient être des Etats viables, indépendants, dans les frontières de 1919, aucune hypothèse de cet ordre n'était envisageable pour ce petit Etat-enclave arménien. Pour prétendre à autre chose qu'une indépendance nominale, cette république devait incorporer les provinces arméniennes de Turquie et avoir une ouverture sur la mer.

Pendant un siècle de domination russe au Caucase, les éléments arméniens s'étaient répandus par bonds successifs, les commerçants et les artisans arméniens étaient prédominants à Tiflis et dans d'autres villes, et les populations rurales s'étaient libérées dans de nombreux districts du servage des beys et aghas musulmans. La répartition géographique des Arméniens était telle en 1919 que dans toute partition équitable de la Transcaucasie, pratiquement tous les centres commerciaux et financiers seraient hors de la région arménienne ainsi que des centaines de milliers d'Arméniens et peut-être même la majorité du peuple. Sous le joug tsariste, les provinces arméniennes de Russie étaient restées sous-développées et rien de cette vie armé-

nienne pleine de vigueur sur le plan financier, professionnel, culturel qui régnait à Tiflis n'existait à Erevan, bourgade provinciale orientale de 30 000 âmes en 1914, contre plus de 300 000 à Tiflis ou dans l'agglomération de Bakou.

Ces facteurs expliquent l'extrême réticence des dirigeants arméniens, même ceux du parti dominant, de Dashnaksoutioun, à organiser un Etat indépendant autour d'Erevan en 1918. La création d'un tel Etat n'était pas l'aboutissement logique de la renaissance culturelle du XIX^e siècle ou du mouvement révolutionnaire des trente dernières années. Le mouvement de résistance était axé sur l'émancipation des populations de l'Arménie occidentale et de la Turquie, et sur la mise en place d'une autonomie locale ou régionale dans les provinces arméniennes de Turquie. En ce qui concerne les provinces arméniennes de Russie, la plupart des intellectuels et leaders politiques n'avaient pas envisagé l'extension au Caucase des réformes libérales du tsar Alexandre II.

L'indépendance survint dans la plus terrible des périodes historiques et ne semblait pas du tout opportune. La population arménienne de l'Empire ottoman avait été décimée par le régime jeune-turc. Les structures politiques, culturelles, et religieuses arméniennes avaient été brisées, et plusieurs centaines de milliers de réfugiés étaient dispersés dans les provinces arabes, le Caucase et le sud de la Russie. Les fondements mêmes du mouvement d'émancipation furent profondément, si ce n'est irrémédiablement, sapés. Les Arméniens de Russie avaient apprécié l'attitude protectrice du gouvernement russe pendant la première année de la guerre mondiale, mais ils furent vite déçus par les mesures prises en 1916, une fois que les armées impériales eurent occupé la moitié de l'Arménie turque qui, dans les accords secrets entre Alliés, avait été attribuée à la Russie. Les Russes empêchèrent les réfugiés arméniens de retourner sur les territoires occupés, donnant ainsi l'impression que le tsar Nicolas refusait la formule attribuée autrefois au ministre des Affaires étrangères Lobanov-Rostov : « L'Arménie sans Arméniens ». Après la révolution de février 1917, des milliers de réfugiés regagnèrent les provinces d'Erzeroum, Van et Bitlis. Mais ce mouvement de retour coïncidant avec la vague de désertions et de défaitisme dans les armées russes, les rêves arméniens se transformèrent en cauchemar dès la fin de l'année.

Refusant de s'allier avec la révolution bolchévique et de reconnaître la légitimité du Conseil des commissaires du peuple, les principales organisations politiques du Caucase – à l'exception de celle de Bakou – organisèrent un bureau exécutif par intérim et un corps législatif, afin de régler les affaires régionales courantes en attendant l'établissement d'un ordre démocratique en Russie. Ces mesures n'empêchèrent pas le Conseil de commissaires du peuple de reconnaître (conséquence du Traité de Brest-Litovsk) le droit du gouvernement ottoman de réoccuper les provinces arméniennes du Caucase et d'annexer les districts transcaucasiens de Kars, Ardahan et Batoum. Les tentatives de détachements de Géorgiens et d'Arméniens organisés à la

hâte pour garnir d'hommes le front et contrecarrer l'offensive turque ne furent pas plus efficaces. En mai 1918, les forces turques avaient même violé les frontières de Brest-Litovsk, pénétré dans le secteur sud-ouest de la province de Tiflis, franchi les rivières de la vallée de l'Araxe dans la province d'Erevan. C'est alors que les Géorgiens quittèrent le gouvernement de la fédération transcaucasienne et proclamèrent l'indépendance de leurs territoires historiques sous protectorat allemand. Les leaders musulmans suivirent et proclamèrent la République d'Azerbaïdjan, après avoir reçu de la Turquie une promesse de soutien militaire pour libérer Bakou de la coalition arméno-russe qui l'occupait.

Dans ces circonstances, le Conseil national arménien de Tiflis dut envisager une déclaration d'indépendance de l'Armée et accepter un traité de paix accablant au nom d'une République d'Arménie. Cette nouvelle république devait renoncer à toute revendication sur les provinces arméniennes en Turquie, de même qu'à Kars et Ardahan en Arménie russe, admettre l'occupation turque et l'annexion probable de toute la vallée de l'Araxe, ainsi que la ligne de chemin de fer Alexandropol-Joulfa, et accorder le droit de transit et autres privilèges à l'armée turque. La république arménienne commença son existence sur une surface de 12 000 km² de déserts, de terrains accidentés, regorgeant de réfugiés dépourvus du minimum vital, et encerclé par des forces hostiles. Contrairement à la Géorgie et à l'Azerbaïdjan, l'Arménie n'hérita d'aucun arsenal, entrepôt, structure administrative pas plus que de ressources financières, industrielles ou commerciales des régimes qui l'avaient précédée. L'Arménie devint le « pays où la mort est assurée » ; la famine, la contagion et le froid y emportèrent près de 200 000 personnes au cours de l'année suivante.

Dans ces conditions, il fallut beaucoup de courage aux dirigeants politiques arméniens désorientés pour aller à Erevan, devenue la capitale de la République, afin d'essayer de structurer ce « chaos informe » comme le disait le Premier ministre Hovaness (Ruben Ivanovitch) Kachaznuni. Piégés dans cette position inconfortable, ces dirigeants n'en demeurèrent pas moins fidèles à leurs principes politiques en votant des motions établissant une République parlementaire avec un cabinet responsable devant les députés et, théoriquement, des députés responsables devant l'électorat. Que de telles décisions aient été prises dans une situation tragique et de grand danger national a peut-être satisfait idéologiquement les politiciens – les intellectuels révolutionnaires d'hier – mais cela ne réduisit pas les souffrances des masses. Les députés champions de la démocratie critiquaient fréquemment les méthodes du ministère de l'Intérieur dirigé par Arama Manukian, mais personne ne pouvait nier le fait que le ministère arriva à quelques modestes résultats au cours des premiers mois d'indépendance. Le conflit entre le désir ardent d'institutions démocratiques et la nécessité de prendre des mesures autoritaires ne fut jamais résolu pendant l'existence de la République arménienne.

Jusqu'à la fin de la guerre mondiale, les missions diplomatiques armé-

niennes à Constantinople et à Berlin tentèrent, sans succès, de persuader les Turcs (ou de faire pression sur eux, par le biais des Allemands) pour qu'ils se replient jusqu'aux frontières de Brest-Litovsk, donnant ainsi à l'Arménie une meilleure chance de survie. La conquête turco-azerbaïdjanaise de Bakou et les massacres qui s'en suivirent en septembre 1918, démoralisèrent davantage encore les Arméniens. Cette victoire turque devait être la dernière de la guerre. Le mois suivant, l'Empire ottoman capitulait et signait l'armistice de Moudros. En décembre, les armées d'occupation turques quittaient finalement la province d'Erevan, pillant les villages et les champs, bloquant les lignes de chemin de fer, entraînant ainsi un hiver de mort pour les milliers de paysans russo-arméniens qui s'étaient précipités dans la vallée de l'Araxe pour réclamer leurs terres.

Les espérances de paix

La défaite des puissances centrales transforma les préjugés antérieurs de l'Arménie en une situation apparemment avantageuse. Aux yeux des Alliés, la Géorgie et l'Azerbaïdjan apparaissaient comme des collaborateurs de la puissance ennemie vaincue, alors que l'Arménie, quoique meurtrie, était restée la nation loyale et martyre. La souffrance du peuple arménien durant la guerre avait entraîné de la part des nations alliées des déclarations promettant la restitution des territoires. Le Premier ministre britannique David Lloyd George, se faisant le porte-parole de l'indignation de l'opinion publique, promettait que « l'Arménie, terre baignée du sang des innocents », ne se retrouverait plus jamais « sous la tyrannie dévastatrice du Turc ». Et parmi les premiers actes de la Conférence de la paix à Paris, qui se tint en janvier 1919, on déclara qu'« étant donné l'administration déplorable qui caractérise historiquement les gouvernements turcs vis-à-vis de leurs sujets, de même que les terribles massacres commis à l'encontre des Arméniens et d'autres peuples ces dernières années, les Alliés et les Puissances associées étaient d'accord pour que l'Arménie, la Syrie, la Mésopotamie, la Palestine et l'Arabie soient totalement séparées de l'Empire ottoman ».

Les Arméniens, comme d'autres communautés qui se trouvaient auparavant sous domination turque, avaient atteint un état de développement « où leur existence en tant que nation indépendante pouvait être reconnue provisoirement. Ils pourraient être parrainés par une puissance ayant un mandat qui exercerait une assistance administrative jusqu'à ce que ces pays puissent se prendre en charge ». L'Arménie, après des siècles de domination étrangère, émergeait donc comme un Etat ayant sa propre administration sous protection alliée. Il y aurait des difficultés prodigieuses puisque la population arménienne avait été décimée et le pays ruiné, mais les capacités de récupération des Arméniens étaient prouvées depuis longtemps. Le rapatriement des exilés et un exode partiel des musulmans pouvaient permettre une majorité arménienne au bout d'une génération.

Les moments de grandes espérances sont souvent suivis de désillusions

plus grandes encore. Tel fut le cas pour les Arméniens. Lors des négociations de l'armistice de Moudros, les autorités britanniques avaient exigé sans faiblesse un contrôle des Alliés sur les eaux territoriales turques, mais elles avaient fait des concessions sur plusieurs points considérés moins importants comme l'évacuation des armées ottomanes des provinces arméniennes, les Alliés ne se réservant que le droit d'occuper partie ou totalité de l'Arménie en cas de désordres. Cette clause ne fut jamais invoquée, bien que la résistance turque se soit manifestée en premier lieu dans ces régions et qu'elle ait eu pour objectif la préservation de l'intégrité territoriale des provinces asiatiques de la Turquie et le refus de toute concession aux Arméniens et aux Grecs. Le retard des Alliés à imposer un règlement de paix aggrava le problème. Le temps passa, et lorsque les représentants du sultan signèrent le Traité de Sévres en août 1920, les clauses relatives à l'Arménie étaient mort-nées. Pendant ce temps, la République d'Erevan restait envahie de réfugiés et n'arrivait pas, au-delà des mesures d'urgence et des rafistolages, à mettre en route un processus de réformes politiques et économiques.

Etat et parti dans la démocratie dashnak

C'est dans cette période de contradictions non résolues que le parlement arménien fut élu, pendant l'été 1919 ; auparavant c'étaient les partis qui nommaient les députés au *Khorhurd*. De nouvelles lois reconnurent les mêmes droits à tous les adultes sans tenir compte de leur sexe, race et religion ; les élections devaient avoir lieu au suffrage universel direct et à la proportionnelle. Que la Fédération révolutionnaire arménienne (le Dashnaksoutioun) gagnerait une majorité absolue ne faisait aucun doute. Ce parti était enraciné dans le Caucase depuis le début du siècle et avait influencé les actions collectives des Arméniens depuis la résistance à la tentative tsariste d'exproprier l'église apostolique arménienne en 1903. A la mi-1918, le Dashnaksoutioun avait pris la direction du gouvernement d'Erevan.

Même s'il avait été possible de mener une campagne électorale dans des conditions idéales, les partis d'opposition auraient été marginalisés dans le nouveau corps législatif. Les partisans des Socialistes révolutionnaires, au lieu de mettre l'accent sur la nécessité des liens d'amitié avec la Russie et l'harmonie interraciale, ne proposaient pas grand-chose qui ne soit déjà contenu dans la plateforme du Dashnaksoutioun. Les petits groupes marxistes sociaux-démocrates, divisés au moins en cinq fractions rivales, composées principalement d'étudiants et d'intellectuels, étaient handicapés par l'absence de prolétariat dans les provinces arméniennes. Le parti libéral et populiste arménien (Zhoghovradakan), comme les partis d'opposition socialistes avait davantage de sympathisants à Tiflis et à Bakou qu'à Erevan. Les structures centrales de ces partis se trouvaient en-dehors de la République arménienne. Mais, contrairement aux socialistes révolutionnaires et

aux sociaux-démocrates, les populistes partagèrent le pouvoir dans un cabinet de coalition de décembre 1918 à juin 1919 et leurs militants de base s'identifiaient de plus en plus à l'indépendance nationale. Ils auraient pu regrouper l'ensemble des tendances non socialistes.

Le boycott électoral et la dénonciation du « parlementarisme bourgeois jaune » par la fraction bolchévique ne fut pas une surprise, mais le refus des populistes de s'inscrire sur les listes électorales et de participer au scrutin à la veille des élections causa une profonde consternation. Les ministres populistes du cabinet de coalition s'étaient associés à la déclaration sur l'unité de l'Arménie turque et de l'Arménie russe lors du premier anniversaire de la République, mais le comité central populiste de Tiflis déclara peu de temps après que cela avait été un acte illégal, pris en-dehors des populations de l'Arménie occidentale. Les populistes s'abstiendraient donc de voter.

En dépit des déceptions et des défauts, la première élection nationale se déroula, comme prévu, du 21 au 23 juin 1919. Les résultats avaient de quoi satisfaire les éléments les plus ardents du Dashnaksoutioun ; leur parti avait recueilli près de 90 % des votes, et le Parti socialiste révolutionnaire 5 %. Quelques observateurs crurent que le Dashnaksoutioun avait renforcé son emprise sur le gouvernement sous couvert de démocratie plutôt qu'il n'avait donné une base plus populaire à l'Etat. D'un autre côté, la Fédération révolutionnaire arménienne n'était pas une organisation monolithique. Si l'on pouvait s'attendre à ce que les députés dashnaks soutiennent de façon unanime le principe d'une Arménie libre, indépendante et unifiée, leurs points de vues divergeaient sur les questions sociales et économiques ; une aile représentait les Arméniens de Turquie, plus traditionalistes, les leaders originaires de l'Arménie russe étaient plus radicaux et défendaient des points de vue internationalistes.

Le parlement (Khorhdaran) d'Arménie se réunit le 1^{er} août 1919 dans une atmosphère d'effervescence due à la présence de plusieurs députés récemment élus qui venaient de Rostov, de Bakou, de Tiflis et de Constantinople. Le 10 août, la législation confirmait la formation d'un nouveau Conseil des ministres, dirigé par Alexandre Khatisian. Agé de quarante-cinq ans, Khatisian était, par sa nature et son expérience, un homme d'Etat. Ayant abandonné sa profession de médecin au début de sa carrière, il était entré dans la politique, avait été maire de Tiflis et président de l'Union des villes du Caucase. Il avait été ministre des Affaires étrangères dans le cabinet de coalition avant l'élection. Même si son cabinet était composé exclusivement de membres du parti dashnak, à l'exception du Premier ministre, Khatisian croyait que son parti devait soutenir le gouvernement sans interférer dans sa gestion, et que le principal critère pour entrer dans l'administration devait être la formation et la compétence. Les points de vue de Khatisian prévalurent jusqu'à la moitié de 1920 et sous sa direction les différents services gouvernementaux devinrent rapidement indépendants du parti.

La question des rapports Etat-parti fut débattue avec acharnement au cours du neuvième congrès mondial du Dashnaksoutioun qui se tint à Erevan de fin septembre à début novembre 1919. Soutenant qu'il était essentiel que le parti contrôle le gouvernement afin de mener le pays au travers des périls, le vétéran révolutionnaire Ruben Ter-Minassian demandait une soumission sans réserve des ministres dashnaks à l'instance suprême du parti. De l'autre côté, les partisans de Khatisian insistaient sur la tradition anti-autoritaire du parti pour éviter la maladie bolchévique visant à confondre parti et gouvernement et à mettre au pouvoir une élite inamovible ; l'indépendance de la machine d'Etat devait être maintenue.

Les réformes et la survie

Après une année d'indépendance nominale, le statut international de la République restait obscur. Les puissances alliées, tout en constatant les sacrifices des Arméniens et leur loyauté au cours de la guerre, prétextèrent les difficultés techniques pour se justifier de ne pas reconnaître l'Arménie comme un allié à part entière, participant à la Conférence de paix de Paris. Au lieu d'une reconnaissance diplomatique, les nations victorieuses submergèrent les Arméniens avec des déclarations pleines de bonnes intentions et d'assurances vagues quant à leur sécurité future. Lorsque les chefs d'Etat alliés quittèrent Paris après avoir signé le traité de paix allemand en juin 1919, ils n'avaient toujours pas paraphé le traité avec la Turquie, ni résolu la question du mandat pour l'Arménie, ni trouvé une solution au problème du rapatriement des réfugiés arméniens. Pendant ce temps la rivalité entre les puissances s'intensifiait au Proche-Orient, donnant espoir et courage aux organisateurs de la résistance turque. Toutefois un certain optimisme était permis puisque, malgré toutes ces hésitations, le Conseil suprême des Alliés continuait d'affirmer que le futur Etat arménien réunifié devait englober les provinces arméniennes de Turquie. Lorsque le grand vizir Damar Ferid Pasha plaida la clause ottomane à Paris, le Conseil répondit de façon cinglante qu'il devait être mis fin à la domination de la Turquie sur les provinces arabes et arméniennes. Les associations arménophiles de par le monde exigeaient le soutien aux Arméniens ; le soutien international se manifesta par cette pression de l'opinion publique et par l'aide charitable aux « Arméniens qui mouraient de faim » dans tout le Proche-Orient et dans le Caucase.

En Transcaucasie, les facteurs géographiques et démographiques ne laissaient à la République arménienne qu'une mince marge de manœuvre. Étant donné que la seule voie de ravitaillement partait de Batoum et passait par les territoires géorgiens, les efforts arméniens pour gagner les districts convoités de Akhalkalak et de Borchalu se devaient d'être particulièrement prudents. La Géorgie démontra qu'elle pouvait bloquer l'aide américaine, en prétextant des réparations sur la ligne de chemin de fer principale ou le manque de matériel roulant, ou bien encore l'insécurité régnant dans le pays. Le gouvernement arménien ne pouvait pas non plus ignorer les condi-

tions de vie d'un demi-million d'Arméniens en Géorgie. Les épreuves qu'ils subirent à la suite d'un bref affrontement armé arméno-géorgien à Borchalu, en décembre 1918, rappela leur vulnérabilité.

L'Azerbaïdjan, comme la Géorgie, avait hérité d'un centre commercial riche et très peuplé, autour de champs pétrolifères qui semblaient intarissables. Si la Géorgie pouvait utiliser le trafic ferroviaire pour faire pression sur l'Arménie, l'Azerbaïdjan pouvait facilement suspendre l'expédition du pétrole sans lequel le système de transport arménien ne pouvait fonctionner. Des animosités raciales et religieuses exacerbées par la lutte pour les districts du Kharabagh, du Zanguezour et du Sharur-Nakhitchevan, rendirent malheureusement encore plus mauvaises les relations arméno-azerbaïdjanaises.

Le seul succès, modeste mais positif, en Transcaucasie fut, du point de vue arménien, l'établissement de relations diplomatiques entre les trois républiques sœurs et le changement de la tendance géorgienne et azerbaïdjanaise à considérer l'Arménie comme une force politique insignifiante. L'Arménie avait incorporé une partie du Lori (le sud de Borchalu) à la fin de 1918 et avait fait se relâcher la pression géorgienne sur le reste du district, qui devint alors une zone neutre. Au cours des conflits chroniques avec l'Azerbaïdjan, l'Arménie avait une infériorité en hommes et en ressources, mais le corps des officiers arméniens était, selon les observateurs militaires alliés, le mieux entraîné du Caucase et pouvait s'appuyer sur la tradition militaire des montagnards dans les districts contestés. Malgré le fait que les armées azerbaïdjanaises tenaient des positions clés dans le Kharabagh, les milices arméniennes du Zanguezour bloquaient avec succès toute tentative des Azerbaïdjanais de pénétrer dans le pays. Du reste, seule l'Arménie était considérée favorablement par le commandant suprême des forces armées de la Russie du Sud. Les envoyés et les organisations arméniennes fonctionnaient librement dans de vastes zones que contrôlait le général Denikine. Les commentateurs politiques et militaires russes, tout en refusant d'entendre parler de la sécession de la Géorgie ou de l'Azerbaïdjan, ne cachaient pas en privé leur sympathie pour une Arménie unifiée comprenant ses territoires historiques des deux côtés de la vieille frontière russo-turque.

Quant à la situation interne de l'Arménie, aucun indice ne laissait supposer une vraie reconstruction économique, aussi longtemps que la République arménienne resterait limitée aux territoires existants. De nombreux envois de grain normalement importés de Russie furent bloqués à cause de la situation instable et des hostilités avec la Géorgie. Pendant les années de guerre, les possibilités de récoltes locales avaient diminué de plus de 40 %, les terres cultivables d'un tiers, la production industrielle naissante et l'exploitation minière avaient pratiquement cessé. A cela s'ajoutait, à la suite de l'invasion et l'occupation turque en 1918, plus de 200 villages pillés, la moitié des vignobles de la vallée de l'Araxe saccagés et près de 200 000 bêtes à cornes emportées avec des milliers de charettes et du matériel agricole. En conséquence, 80 % des familles d'Arménie n'avaient même pas un

cheval et près de la moitié n'avaient ni taureau ni bœuf. Au printemps 1919, un quart seulement des terres cultivables purent être plantées, le revenu agricole tomba à un sixième de son niveau d'avant-guerre.

La République croulait sous les réfugiés – près de 300 000 – que ces quatre années d'existence abjecte avaient transformés en meutes rendues à demi-folles par la faim. L'agitation régnait parmi eux, à cause des promesses de rapatriements non satisfaites. Petit à petit, le ressentiment s'accrût contre les Arméniens de l'Est et les officiels, qu'ils fussent arméniens ou alliés. La municipalité d'Erevan désespérait d'abriter une population triplée (90 000 âmes) dans une ville où les dommages de guerre n'avaient laissé que quelques quartiers habitables. Dans le district d'Alexandropol (Leninakan) près de 100 000 réfugiés s'entassaient dans des abris de fortune ou des barraquements militaires abandonnés, et de nouveaux réfugiés arrivaient quotidiennement du nord du Caucase et de l'Azerbaïdjan.

Dans ces circonstances, il n'était pas question d'équilibre budgétaire. Les recettes du gouvernement étaient de 30 millions de roubles en 1919, les dépenses dépassaient un milliard de roubles. L'inflation favorisa la corruption. De véritables rackets organisés par les commissaires de village et les chefs de milice finirent par discréditer le gouvernement, mais le cours des événements ne permettait pas la mise en place de réformes administratives profondes. Beaucoup de bureaucrates sans scrupule de l'ancien régime étaient restés à leur poste et les nouveaux fonctionnaires se révélaient souvent aussi odieux que les anciens.

Le comportement déplorable de nombreux responsables fit perdre patience même à ceux qui comprenaient et partageaient les difficultés du gouvernement. Dans des éditoriaux incendiaires, le Dashnaksoutioun réclamait des changements révolutionnaires en faisant remarquer que la population jugeait ses dirigeants à travers les fonctionnaires avec lesquels elle était quotidiennement en contact. Les paysans considéraient traditionnellement les administrations comme des organes répressifs que l'on devrait soit éviter, soit tromper. Ils cachaient et amassaient des approvisionnements vitaux pour le pays et tentaient de se soustraire aux impôts et à toute obligation civique.

La réforme agraire et la renaissance de l'agriculture étaient de la plus grande importance, parce que 90 % de la population était composée de paysans. Les grandes propriétés n'étaient pas nombreuses dans ces zones montagneuses, mais il y avait des koulaks dans certains districts. Le Dashnaksoutioun avait toujours prôné la propriété commune de la terre par les paysans et, dans le cadre des villages, une redistribution périodique en fonction de la taille des foyers et de leurs besoins. Très vite les législateurs fixèrent les limites maximales de la propriété individuelle et créèrent des commissions chargées de recevoir et de redistribuer les terres excédentaires. Mais, à l'exception du partage de quelques propriétés autour d'Etchmiadzin et Karakilisa (Kirovakan), ces réformes demeurèrent inappliquées.

La plupart des 6 000 à 7 000 travailleurs de l'industrie étaient employés,

avant la première guerre mondiale, dans des entreprises liées au monde agricole telles que la distillerie, les tanneries et les manufactures textiles. Même ces activités élémentaires cessèrent durant la guerre et ce n'est qu'en 1919 qu'une faible activité reprit, stimulée par les constructions publiques et l'initiative d'entrepreneurs réfugiés venant de Van et de Mouch. Approximativement 5 000 travailleurs étaient employés dans 300 petites usines et 400 distilleries vers la fin de l'année. En dépit des projets du gouvernement, les dures conditions ne furent guère adoucies. Le Dashnaksoutioun essaya de garder le contact avec le mouvement en créant des syndicats de métiers, mais il apparut très vite que de nombreux ouvriers du centre ferroviaire d'Alexandropol et des postes et télégraphes étaient bien plus radicalisés que leurs responsables syndicaux.

La lutte constante pour la survie laissa dans l'obscurité la plupart des réalisations, petites mais positives, de la République. Néanmoins les conditions s'étaient améliorées de manière significative au milieu de l'année 1919. Grâce au soutien temporaire des Britanniques, la République incorpora le district de Kars et le secteur sud de la province d'Erevan ; son étendue passa de moins 12 000 à environ 42 000 km² ce qui facilita le rapatriement de la plupart des réfugiés arméniens de Russie.

Bien que les voies de communications et les transports routiers n'aient jamais été très sûrs, quelques milliers de kilomètres de route étaient praticables, de nombreux secteurs s'étaient ouverts au trafic automobile entre Erevan et les villes de la région, des centaines de kilomètres de lignes télégraphiques furent réparés et installés pendant l'été et l'automne 1919. La première liaison téléphonique fut mise en service entre Erevan et Etchmiadzin. L'administration des chemins de fer arméniens, qui avait commencé à fonctionner en 1918 avec 2 locomotives, 20 wagons de fret et 8 km de lignes de chemin de fer, avaient un an plus tard un réseau de 600 km avec 2 trains complets pour voyageurs, 32 locomotives et environ 500 wagons de marchandises.

Sans pouvoir satisfaire toutes les demandes de terres, l'administration agricole était cependant parmi les administrations les mieux équipées et organisées. Elle entreprit un nombre important de projets qui auraient été extrêmement bénéfiques si la République avait duré. Des programmes d'éducation horticole furent mis sur pied, cinq centres de recherche et une école d'agriculture furent créés, une campagne de vaccination des animaux fut organisée et cinq stations mobiles sur seize prévues furent mises en place, des fermes d'élevage et des laiteries modèles furent installées à Kars et Lori, des ateliers de fabrication de matériel agricole furent ouverts. Une étude d'ensemble fut entreprise pour construire des barrages sur les rivières Zangu, Arpa, Kazakh, Garni et Abaran pour l'électricité et l'irrigation. Une campagne nationale fut déclenchée pour que tous les champs soient semencés en 1920. Cette année-là la récolte de blé fut la plus importante depuis la guerre.

Des écoles et des tribunaux arméniens

Des succès petits mais significatifs étaient également enregistrés dans d'autres secteurs. Sous la direction du ministère de l'Intérieur, le statut des municipalités fut libéralisé ; elles assumèrent d'importantes responsabilités dans les travaux publics, l'éclairage, l'économie locale et l'approvisionnement. L'auto-administration rurale par l'intermédiaire des assemblées de chef-lieu et de districts était depuis longtemps un objectif des libéraux et des révolutionnaires. Après des mois de préparation, les premières élections pour les *zemsivos* des chefs-lieux eurent lieu en janvier 1920 à Erevan, Etchmiadzin et Alexandropol. Dans le domaine législatif, le ministère de la Justice travailla à vaincre la méfiance envers les tribunaux, profondément ancrée dans la population. Les plaidoiries en langue russe, les enquêtes préliminaires terrorisantes, et la faible possibilité d'avoir gain de cause faute d'interventions influentes tenaient la plupart des Arméniens éloignés des tribunaux. Il était donc nécessaire d'arménianiser le système juridique. Ceci fut terminé en 1920, et en mars, après des semaines de préparation, eut lieu, pour la première fois en Arménie, un procès devant un jury. Le cas était très simple et le verdict arriva rapidement, mais cet événement fit grand bruit. Les journaux en parlèrent comme d'un événement à marquer d'une pierre blanche. Les procédures étaient appliquées assez maladroitement et parfois même de manière assez comique. Comme le procureur, la défense et les juges du tribunal cherchaient à l'aveuglette une terminologie arménienne adéquate, cela donnait plutôt une impression de joyeuse pagaille. Après des siècles de soumission aux tribunaux et aux mesures discriminatoires de gouvernements étrangers, les Arméniens avaient réussi à introduire avec succès un système juridique dans leur propre langue nationale.

Le ministère de la Culture et de l'Éducation publique était dirigé par Nikol Aghbalian, qui avait pour projet de remplacer le vieux système des écoles paroissiales par cinq années d'école primaire obligatoires. L'inscription de tous les enfants d'âge scolaire était impossible, mais en 1919-20 les 420 écoles primaires avaient 38 000 élèves. Avec l'ouverture de nouveaux lycées à Erevan, Alexandropol, Dilijan, Karakilisa, le nombre d'écoles secondaires s'éleva à 22, avec plus de 5 000 élèves. Il est vrai que certaines écoles, à cause du manque de chauffage au mazout ou à cause des réquisitions pour les hôpitaux et orphelinats, durent parfois être fermées. Des classes d'alphabétisation pour adultes ainsi que des universités populaires furent ouvertes dans différentes villes et, en janvier 1920, l'université d'État fut inaugurée à Alexandropol.

La République arménienne avait fait des progrès substantiels depuis les jours difficiles de sa naissance. Mais ce progrès n'était que relatif. Un rapport de J. Oliver Wardrop, délégué britannique pour la Transcaucasie, le prouve. Après avoir visité l'Arménie en octobre 1919, il écrit : « Erevan est l'endroit le plus déprimant que j'aie jamais vu. » Wardrop, passionné de

culture géorgienne, n'en fit pas moins l'éloge des dirigeants arméniens et affirma que les Arméniens avaient les qualités pour vaincre les obstacles même si on ne leur donnait qu'une « demi-chance ». Son rapport contenait les appréciations suivantes :

Comparé au confort de Tiflis et au luxe de Bakou, ce fut douloureux de voir la misère de l'Arménie. Non seulement le peuple a atteint les limites de la privation physique et de la souffrance, mais son moral a été soumis à une tension telle qu'en de nombreux cas elle a dépassé le point de rupture. Et dans tous les cas cela a entraîné des résultats lamentables dont les effets se feront encore sentir pendant longtemps. Je ne peux pas imaginer que nos amis américains hésitent à accepter d'exercer un mandat sur un tel pays dans lequel, pendant encore de longues années, il ne pourra y avoir de revenus financiers et où toutes sortes d'aides sont indispensables pour rendre la vie humaine tolérable. Il faut dire que le peuple arménien a une farouche volonté de résistance, une tendance indéniable au travail assidu..., on peut donc penser qu'ils feront de « bonnes choses » si on leur laisse une chance.

Ils ne sont peut-être pas un peuple avec lequel il est facile de s'entendre, tout particulièrement en ce moment ; ils sont (d'après ce que dit l'un d'eux) généralement dépourvus de tout ce qui peut ressembler au « charme », plutôt bornés dans leurs points de vue, et ne voulant pas admettre leurs défauts de caractère ou de conduite. Ils sont excessivement individualistes (pour ne pas dire « égoïstes »), mais ils sont très intelligents, travailleurs, économes, sobres ; ce peuple ne peut pas manquer d'obtenir son bien-être et sa prospérité si l'occasion lui en est donnée. Dans tous les cas, ils ont été des alliés loyaux et se sont battus avec un courage et une endurance qui non seulement doivent faire taire à jamais ceux qui les ont calomniés en disant que c'était leur métier de se faire massacrer docilement, mais justifient leur revendication d'une vie politique libre, pour laquelle ils ont une aptitude incontestable.

Le marteau kemaliste et l'enclume bolchévique

Les projets d'une vie politique libre furent compromis en 1920 faute d'assistance extérieure. L'orientation pro-occidentale du gouvernement reposait sur la conviction que le soutien d'une ou plusieurs puissances alliées était essentiel pour obtenir et rendre viable un État unifié. Après plusieurs mois d'hésitation, les États-Unis finirent par briser le mandat de la SDN sur l'Arménie malgré une longue série d'engagements humanitaires et religieux vis-à-vis des Arméniens. Aucune autre puissance n'accepta cette obligation, si bien que lorsque les Alliés européens commencèrent enfin les négociations avec la Turquie, en 1920, ils avaient déjà abandonné la possibilité d'inclure la Cilicie et la moitié ouest de l'Arménie turque dans le nouvel État. Pendant ce temps-là, les sentiments turcophiles resurgissaient dans les cercles coloniaux européens, de même que dans certains milieux commerçants. Ces derniers mirent en garde contre les conséquences économiques que pourraient avoir la partition de l'Empire ottoman et le malaise qu'une telle politique pourrait développer dans les colonies peuplées de musulmans. Se jalouant et se suspectant les uns les autres, les gouvernements

alliés étaient pris dans leurs dissensions internes. Par exemple, le Conseil suprême allié reconnut les républiques transcaucasiennes en janvier 1920 et le secrétaire aux Affaires étrangères britannique Curzon donna son accord pour équiper l'armée arménienne, mais le ministère de la Guerre britannique, dirigé par Winston Churchill, retarda la livraison des armes de plus de six mois, croyant que tout matériel envoyé aux États chancelants du Caucase arriverait soit entre les mains des bolchéviques, soit entre celles des Turcs. Ironie du sort, le ministère de la Guerre, par ses atermoiements, contribua largement à l'accomplissement de ses propres prédictions.

Pendant que les puissances alliées planifiaient la partition de l'Empire ottoman sans vouloir admettre une Arménie turque, c'est par la force qu'il fallait faire appliquer le traité ; Mustafa Kemal (Ataturk) et d'autres leaders de la résistance turque demandaient aux leaders soviétiques leur soutien dans la lutte contre leur ennemi commun. Les dirigeants soviétiques saisirent le rôle que pourraient jouer les Turcs pour tourner le monde islamique colonial contre les puissances occidentales et sauver la révolution bolchévique. Un contact avait déjà été établi par l'intermédiaire des dirigeants jeunes-turcs (Ittihad) qui, évincés du pouvoir, s'étaient réfugiés en Allemagne et dans le Caucase. Malgré le fait que Kemal considérait la clique de Ittihad dirigée par Enver et Talaat comme son ennemie politique, il n'hésita pas à utiliser leurs bons offices et leurs efforts pour amener la Russie soviétique à soutenir la lutte de la Turquie pour sa survie politique.

Kemal et le général Kazim Karabekir, commandant de l'armée d'Erzeroum, envoyèrent leurs propres agents prendre contact avec les clandestins bolchéviques à Bakou, dans le but d'établir une liaison entre la Russie et la Turquie. Pour que ceci puisse être réalisé, il fallait placer l'Azerbaïdjan dans la sphère soviétique, neutraliser la Géorgie, et écraser l'Arménie. En Azerbaïdjan, le parti dominant Musavat aspirait à l'indépendance nationale mais n'était pas indifférent à l'influence et aux pressions turques. Plusieurs milliers d'officiers turcs et de civils servaient dans cette république comme cadres militaires, enseignants, fonctionnaires et officiers de police. De plus, les fugitifs de Ittihad tels que Halil Pacha (Kut), Nuri Pacha (Conker) et Küchük Talat y étaient traités comme des invités d'honneur. Leur rôle dans la soviétisation de l'Azerbaïdjan ne fut pas des moindres.

La déroute des armées blanches dans le sud de la Russie entraîna une communication directe entre la Russie soviétique et la Turquie nationaliste ; par conséquent les relations entre Russes et Turcs firent un grand bond en avant. Dans un message à Kemal au début de 1920, le commissaire des Affaires étrangères Grigori Tchitcherine aurait fait des vœux pour le rétablissement des communications entre les deux pays et encouragé les nationalistes turcs à préparer une action militaire sur leurs frontières sud et est. Kemal écrivit à ses commandants militaires que les nationalistes avaient maintenant gagné en puissance face aux Alliés et qu'à moins que leurs gouvernements ne fassent des concessions majeures, les nationalistes s'allieraient avec la Russie soviétique et pourraient par là-même submerger l'Anatolie, les pro-

vinces arabes, la Perse, l'Afghanistan, l'Inde et au-delà. La reconnaissance par les Alliés des États transcaucasiens, poursuivit Kemal, était une futile mais dangereuse tentative d'ériger une barrière entre la Russie et la Turquie. Ce complot essuierait un échec, néanmoins, grâce à l'influence turque en Azerbaïdjan ; en cas de nécessité, il y aurait des actions soviéto-turques contre tout peuple du Caucase qui se refuserait à coopérer.

En avril 1920, après que le contre-gouvernement nationaliste de la Grande assemblée nationale se fût mis en place à Angora (Ankara), Kemal écrivit à Tchitcherine qu'il reconnaissait la Russie soviétique comme champion de tous les peuples soumis au joug colonialiste et donna des assurances quant au soutien de la Turquie dans la lutte contre les puissances impérialistes. Dans le Caucase, une fois que la Russie soviétique eut mis sous son influence la Géorgie et pratiquement chassé la dernière garnison britannique restant à Batoum, les nationalistes turcs commencèrent des opérations militaires contre « le gouvernement impérialiste arménien » et exercèrent des pressions sur l'Azerbaïdjan afin que ce pays intègre l'Union des États soviétiques. Pour accélérer la collaboration contre les forces interventionnistes, la Russie soviétique devait fournir non seulement des armes aux nationalistes, mais également de la nourriture, une assistance technique et une aide financière, dont un acompte de 5 millions de livres or.

Les événements se précipitaient en Transcaucasie. En Azerbaïdjan, grâce aux bons offices de Turcs influents comme Halil Pasha pour la préparation du coup, la soviétisation se déroula sans que pratiquement le sang ne coule ; le gouvernement russe ordonna à l'armée russe de franchir la frontière dans la nuit du 27 au 28 avril 1920. À l'aube, les premières troupes entraient à Bakou à bord de trains blindés, et refaisaient passer le grand centre pétrolier dans la zone d'influence russe. La réaction arménienne ne fut pas du tout défavorable. De nombreux Arméniens pensaient qu'une minorité chrétienne à l'Est de la Transcaucasie serait plus en sûreté sous toute forme de domination russe que sous le précédent régime oppressif de Mussavat. Il y avait même des dirigeants arméniens qui pensaient que les Soviétiques pourraient être persuadés qu'une Arménie unifiée et indépendante serait intéressante pour la Russie. Une mission arménienne partit pour Moscou le 30 avril afin de proposer un traité d'amitié stipulant : 1) la reconnaissance par l'URSS d'une République arménienne indépendante incluant le Khara-bagh, le Zanguezour et le Nakhitchévan ; 2) l'acceptation de principe de l'objectif d'un État arménien ; 3) l'autorisation pour les Arméniens réfugiés en Russie d'émigrer avec tous leurs biens vers le Caucase.

La délégation, qui comprenait trois hommes : Levon Shant, Hampart-zoum Terterian et Levon Zarafian, arriva à Moscou le 20 mai et les discussions commencèrent aussitôt avec le commissaire aux Affaires étrangères Tchicherine et son adjoint Lev Karakhan. Les deux officiels donnèrent l'assurance que la Russie soviétique n'avait aucun désir de renverser le gouvernement arménien et donnerait son accord au retour des réfugiés en Arménie. Ils furent également d'accord avec le fait que les territoires litigieux du

Zanguezour et du Nakhitchevan pourraient faire partie de la République arménienne, mais le destin du Kharabagh devait être décidé à la suite d'un arbitrage ou d'un plébiscite. En contrepartie, l'Arménie devait reconnaître le besoin de la Russie soviétique de collaborer avec la Turquie nationaliste contre les impérialistes occidentaux et devait se garder de prendre des mesures qui pourraient faire obstacle à toute communication et coopération entre les deux mouvements révolutionnaires. Tchitcherine consentit à ce qu'au moins une partie de l'Armée turque soit incluse dans la République arménienne et offrit la médiation soviétique pour qu'un arrangement équitable soit conclu avec les nationalistes turcs. Encouragée par la réception cordiale et la rapidité avec laquelle s'étaient effectuées les discussions, la délégation Shant télégraphia au gouvernement d'Erevan le 10 juin pour l'informer qu'un accord de principe avait été conclu sur les points essentiels et que tout ce qu'il restait à faire était de travailler sur des points de détail.

Le traité tant attendu ne se matérialisa jamais. Le délai de réponse positive d'Erevan se prolongea indéfiniment. Ceci pouvait être attribué aux difficultés du système de communication mais il n'est pas à exclure que le gouvernement arménien considérait qu'une déclaration prématurée annonçant un traité d'amitié avec la Russie soviétique produirait un effet défavorable auprès des puissances alliées, qui avaient peu de temps auparavant déclaré que la République arménienne devrait se voir octroyé la plus grande part des provinces ottomanes de Trébizonde, Erzeroum, Blitis et Van. Mais il y avait une autre raison à la décision soviétique d'interrompre les négociations et à son insistance pour qu'elles se poursuivent à Erevan. Une délégation nationaliste était en route depuis Angora avec des propositions pour conclure une alliance soviéto-turque. Le nouveau gouvernement azerbaïdjanais s'opposa d'autre part avec vigueur à tout *modus vivendi* qui donnerait le Nakhitchevan, le Zanguezour et peut-être même les régions montagneuses du Kharabagh à l'Arménie.

Pendant ce temps, des camarades arméniens comme Anastase Mikoyan et Avis Nurijanian intensifiaient leurs dénonciations du gouvernement d'Erevan auprès des dirigeants politiques à Moscou. Les camarades du Caucase affirmaient qu'un règne de terreur sanglante avait été déclenché par les Dashnaks contre les bolchéviques et leurs sympathisants qui avaient fomenté un coup d'État connu sous le nom de l'insurrection de Mai. Le sujet donna lieu à une nombreuse littérature, et une controverse intense ainsi qu'à une réévaluation historique d'une grande portée. L'insurrection de Mai et ses origines ne peuvent être présentées ici que d'une façon concise et simplifiée.

L'agitation des communistes arméniens

Pendant toute l'année 1919, les organisations bolchéviques du Caucase s'étaient déchirées sur les problèmes du nationalisme. Les camarades de

Bakou furent parmi les premiers à suggérer que le meilleur moyen pour rompre l'étreinte des partis dominants petits-bourgeois était de s'accommoder du sentiment national en appelant à la création d'une République soviétique en Azerbaïdjan – et par voie de conséquence de républiques soviétiques géorgienne et arménienne – fédérée à la Russie. La plupart des vétérans bolchéviques en Géorgie et en Arménie ayant féroce ment dénoncé Musavat en Azerbaïdjan, ainsi que le menshévisme géorgien et le séparatisme dashnak, stigmatisèrent cette proposition comme une répugnante déviation idéologique. La longue controverse fut finalement tranchée en faveur de la position de Bakou, par Lénine et le Comité central.

Contrairement à l'Azerbaïdjan, l'Arménie n'avait pas de prolétariat et aucune des conditions considérées nécessaires pour une révolution marxiste. Le pays était principalement agraire et il avait été si terriblement dévasté que même des vétérans bolchéviques tels que Arsahvir Mèlikian pensaient qu'au lieu de se livrer à une activité révolutionnaire militante, il devrait y avoir une longue période d'éducation pacifique des masses. Les jeunes communistes continuant à exiger le renversement immédiat des Dashnaks, « valets de l'impérialisme », le bolchévisme ne gagna pas beaucoup de partisans en Arménie jusqu'en 1920. Mais les menchéviks géorgiens ayant pris de vitesse leurs rivaux marxistes et s'étant emparés du pouvoir, le gouvernement arménien accorda l'asile à de nombreux communistes géorgiens et leur procura des emplois dans l'enseignement et dans l'administration. Cet afflux en 1919, combiné aux efforts des cadres professionnels envoyés par les comités régionaux du parti, créa un réseau souple, dont les ateliers de réparation automobile et les dépôts de chemins de fer à Alexandropol étaient le centre le plus actif. Néanmoins, à la fin de l'année, il y avait d'après les statistiques soviétiques moins de 500 bolchéviques dans toute l'Arménie. Lors de la première conférence du parti à Erevan en janvier 1920, les 22 participants restructurèrent le comité arménien (Armenkom) du Parti communiste russe et le chargèrent de prendre des mesures afin de renverser le gouvernement. En dehors des manifestes et des appels, la plupart des bolchéviques locaux pensaient que le succès ne pourrait être atteint que par l'intervention de l'Armée rouge. Le comportement de l'Armenkom entre janvier et mai refléta cette attitude.

La soviétisation de l'Azerbaïdjan fin avril et l'approche de l'Armée rouge des frontières arméniennes excitèrent et enhardirent les bolchéviques. Pendant ce temps, certains éléments de l'armée et des citoyens s'étaient radicalisés à cause de l'incapacité des Alliés à fournir un véritable soutien politique et militaire, à cause de l'inefficacité du gouvernement, de la répression de certains groupes politiques, et de la lassitude de nombreux Arméniens de l'Est désireux de retourner à la vie normale sous l'aide protectrice de la Russie. Pendant la célébration du 1^{er} mai à Erevan, les meetings organisés par les Dashnaks furent troublés par les orateurs et manifestants bolchéviques, pendant qu'à Alexandropol un meeting public se transformait en une violente manifestation antigouvernementale et anti-Dashnak. S'assurant de

la neutralité ou la sympathie de la garnison locale, les bolchéviques s'emparèrent de la gare de chemin de fer le 2 mai et y organisèrent, cinq jours plus tard, le Comité révolutionnaire d'Arménie (le Revkom). Le 10 mai, le Revkom déclara l'Arménie république soviétique, affirmant que le « gouvernement dashnak des fusilleurs et des spéculateurs impérialistes était liquidé ».

Des désordres de moindre importance et d'une plus courte durée eurent également lieu à Sarikamish, Kars, Dilijan, Nor-Bayazit, ainsi que dans d'autres villes et villages. Mais les conspirateurs n'agirent pas avec suffisamment de détermination et d'agressivité. L'Armenkom d'Erevan fut surpris par l'insurrection d'Alexandropol et ne sut pas faire face à cette situation inattendue. Même le Revkom, pourtant plus militant, resta sur la défensive, ne s'aventurant même pas hors de son quartier général qui se trouvait dans un train blindé, n'essayant pas de tirer parti des bonnes dispositions des villages russes de Molokan ou des villages musulmans autour d'Alexandropol. L'incapacité de l'Armenkom ou du Revkom à donner des directives claires et à profiter de la confusion temporaire du gouvernement rendait l'écrasement du mouvement inévitable.

Dans la nuit du 13 au 14 mai, des troupes loyales ainsi que des unités de partisans arméniens de Turquie entrèrent à Alexandropol, dispersant le Revkom. Plusieurs rebelles furent exécutés et beaucoup d'autres s'échappèrent vers Bakou. Les bolchéviques arméniens avaient reçu leur baptême du feu et donné quelques martyrs, honorés par la littérature soviétique et par des monuments.

Entre le Traité de Sèvres et l'accord soviéto-turc

La révolte de mai déclencha une vague de démoralisation dans le pays et occasionna une perte de prestige à l'étranger. La politique gradualiste d'Alexandre Khasistian fut discréditée, et le 5 mai son cabinet fut remplacé par la totalité du bureau du Dashnaksoutioun, qui justifia la violation de l'obligation de réserve que lui avait imposée le Congrès du parti en affirmant que l'existence même de la République arménienne était en danger. La loyauté de tous les partis non bolchéviques pendant l'insurrection, et l'esprit d'unité dans la célébration du second anniversaire de la République renforça la position du bureau. Pendant l'été 1920, le gouvernement de Hamazasp Ohandjanian obligea les bolchéviques à la clandestinité ou à l'exil et envoya l'armée régulière et les détachements de Turquie contre les districts peuplés de musulmans de Zangibassar et de Vedibassar près d'Erevan et à Sharur, dans la basse vallée de l'Araxe. La triomphale avancée dans le sud, après deux années de politique défensive, justifia la position de Ruben Ter-Minassian aux yeux de nombreux sceptiques. Mais si la dictature patriotique était la réponse aux problèmes de l'Arménie, il n'y avait

plus suffisamment de temps pour en faire l'expérience. Les préparatifs de guerre turcs avaient considérablement progressé depuis le début de l'été, et en septembre 1920, peu après les premières rencontres entre Soviétiques et nationalistes, Moustapha Kemal donna l'ordre d'attaquer.

La tension des relations arméno-soviétiques après la rébellion de mai avait contribué à l'interruption des relations avec Moscou. Au début de juillet, Tchitcherine informa Shant que Boris V. Legran, un des responsables de la commission aux Affaires étrangères, était chargé d'engager des pourparlers à Erevan et de faire tout ce qui était possible afin que soient résolues les disputes entre l'Arménie et ses voisins. Legran prit le train pour Bakou, accompagné par Halil Pasha, qui avait plaidé le cas des nationalistes à Moscou et qui revenait avec de l'or soviétique pour l'Anatolie. Ce n'est que début août que la délégation de Shant fut capable de trouver un transport vers le sud, et ce n'est qu'à la mi-septembre que les envoyés arméniens furent de retour à Erevan. Pendant ce temps-là les négociations soviéto-turques se poursuivaient à Moscou.

Moustapha Kemal et les dirigeants de la Grande assemblée étaient satisfaits de l'engagement soviétique d'étendre l'assistance militaire et financière mais restaient très prudents sur les implications politiques. Les messages de Tchitcherine louaient la lutte héroïque des Turcs pour leur indépendance et se félicitaient de leur coopération contre les puissances impérialistes, mais ils impliquaient également que le destin de zones mixtes de cohabitation entre Arméniens, Kurdes, Lazes et Turcs dans les provinces de l'Est serait réglé selon le principe du droit à l'autodétermination, prenant en compte la situation de ceux qui avaient été forcés de fuir. Le gouvernement soviétique était prêt à servir de médiateur en espérant parvenir à dégager un accord juste et équitable concernant les frontières entre la Turquie, l'Arménie et la Perse. En mai, une délégation turque dirigée par un responsable du ministère des Affaires étrangères, Bekir Sami Bey, partait pour Moscou pour régler ces difficultés et, surtout, pour arriver à un accord formel et hâter l'expédition d'armes et de devises dont on avait grand besoin.

Pendant les négociations, qui commencèrent peu après l'arrivée de Bekir Sami le 19 juillet, Tchitcherine et Karakhan offrirent rapidement une aide militaire soviétique et se mirent d'accord sur le fait qu'un passage entre la Russie et la Turquie devait être créé rapidement. Karakhan révéla que la XI^e armée rouge avait déjà reçu comme consigne d'occuper le corridor du Kharabagh-Nakhichevan. Les officiels soviétiques ne manquèrent pas pour autant de demander au gouvernement d'Angora de résoudre la question arménienne, qui avait suscité l'intérêt du monde entier, en consentant une rectification de frontière qui donnerait aux Arméniens les districts de Van, Blitis et Mouch et autoriserait la Turquie à occuper les passages montagneux stratégiques à proximité de Sarimkamish. Une commission mixte pourrait déterminer le tracé exact des frontières et se charger de régler les problèmes posés par le rapatriement et les échanges de population. Se refusant avec acharnement à toute concession territoriale en échange de

promesses d'assistance matérielle, Bekir Sami n'accepta que d'informer son gouvernement des propositions de Tchitcherine. Il maintint que l'aide soviétique devait être envoyée sur le champ en signe de bonne volonté et qu'un traité préliminaire, ne prenant pas en compte les problèmes territoriaux, devait être conclu. Cette position fut soutenue par Staline qui n'avait pas une grande sympathie pour le cas arménien, et par Lénine dont le souci principal à cette époque était les difficultés sur les fronts de Crimée et de Pologne ainsi que la question plus vaste des relations avec l'Ouest.

Le 24 août, soit deux semaines après que les plénipotentiaires du gouvernement aient signé le Traité de Sèvres, qui requérait de la Turquie qu'elle reconnaisse l'indépendance de l'Arménie et lui cède les provinces frontalières de l'Est, un acte soviéto-turc était signé à Moscou. Tous les traités précédents étaient considérés par les deux parties comme nuls et nonavenus ; la Russie refuserait de reconnaître tout traité international non ratifié par la Grande assemblée nationale turque, les deux parties devant faire tout ce qui était en leur pouvoir pour établir une voie de passage terrestre où transiteraient les hommes et le matériel. D'autres dispositions avaient trait au commerce et au transit, au statut des citoyens d'un pays vivant dans l'autre et aux futures relations diplomatiques. Des protocoles d'accords séparés portant sur l'armée soviétique et sur l'aide économique furent également préparés. Yussuf Kemal (Tengiresk), membre de la délégation turque, emporta à Trébizonde le traité avec les premiers cinq millions de roubles or. De ce port de la Mer noire, il télégraphia l'accord à Angora le 18 septembre. Dans leurs rapports à Moustapha Kemal, Bekir Sami et Yussuf Kemal attirèrent l'attention sur l'attitude réservée de Tchitcherine et de Karakhan, mais ajoutèrent que Lénine était favorable et qu'il leur avait donné l'impression qu'une fois que les menaces polonaises et celle du général Wrangel seraient éliminées, la Russie assumerait un rôle plus agressif dans le Caucase. Deux jours après avoir reçu le protocole d'accord, Mustapha Kemal autorisa le général Karabekir à lancer une offensive contre l'Arménie. C'était le théâtre choisi par les leaders nationalistes pour signifier au monde leur rejet du Traité de Sèvres.

À la fin septembre, après la prise des postes frontières de Sarimkamish, le général Karabekir déclencha la campagne contre Kars. D'après les spécialistes militaires, cette ville-forteresse aurait pu supporter un long siège, mais – c'est un des plus grands fiascos militaires de l'histoire arménienne –, Kars tomba le 30 octobre 1920, victime d'une panique incontrôlable et des désertions. La volonté arménienne avait été brisée. Le 6 novembre, les Turcs avançaient vers Alexandropol, forçant le gouvernement Ohanjanian à accepter une trêve basée sur les frontières délimitées par le Traité de Brest-Litovsk, permettant ainsi à la Turquie l'occupation d'Alexandropol et de ses environs. Des exigences supplémentaires en armes et en matériel formulées par la Turquie pour contrôler le chemin de fer d'Alexandropol à Julfa, réduisirent à néant une dernière tentative de défense. Quelques

semaines plus tard, l'Arménie était forcée d'accepter. Alexandre Khatisian partit pour Alexandropol rencontrer Karabékir Pacha et négocier avec lui un traité de paix arméno-turc.

La prise de Kars par les kemalistes et la soviétisation de l'Arménie

Malgré la nécessité d'une alliance russo-turque, le gouvernement soviétique, appréhendant l'offensive turque, essaya sans succès de proposer ses bons offices afin d'arrêter les combats. Les frictions qui en résultèrent n'obscurcirent pas pour autant le désir de coopérer avec la Turquie, ni l'envoi d'armes et d'argent en Anatolie. Pendant ce temps, le 11 octobre, Boris Legran et la mission soviétique étaient finalement arrivés à Erevan pour reprendre les négociations avec la délégation Shant. L'entrée de l'Arménie avait été interdite à Legran jusqu'au retour de Shant de Moscou, mais cela n'avait pas empêché les contacts entre les deux parties, et le 10 août, les délégués arméniens Arshak Djanhalian et Artaches Babalian conclurent un accord avec Legran à Tiflis. L'Arménie accepta l'occupation provisoire du Zanguezour et du Nakhitchevan par l'Armée rouge, étant donné que la Russie soviétique reconnaissait l'indépendance et la souveraineté de la République arménienne. Les grandes lignes de la voie à suivre pour résoudre les disputes territoriales arméno-azerbaïdjanaises devaient être incluses dans le traité proposé lors de la négociation entre Legran et Shant. Les négociations reprirent à Erevan après que le traité de Sévres entre les Alliés et l'Empire ottoman eût reconnu l'Arménie unifiée et indépendante. Mais ce succès était platonique ; la réalité pesante, c'était l'attaque couronnée de succès des troupes de Mustapha Kemal. Legran demanda au gouvernement arménien de renoncer au Traité de Sévres et de permettre la libre circulation des hommes et des approvisionnements entre la Turquie, la Russie soviétique et l'Azerbaïdjan, et d'accepter la médiation russe dans le conflit avec la Turquie. L'Armée rouge, insistait Legran, devait être invitée à protéger le pays.

Ne voulant pas s'interdire la possibilité d'un recours européen, ni accepter l'occupation étrangère, le cabinet de Ohandjian refusa la médiation soviétique. Selon le traité signé par Legran et Shant le 28 octobre, la Russie soviétique renonçait à toute souveraineté sur les anciennes provinces arméniennes de Russie, et promettait de faire pression sur la Turquie pour amener celle-ci à accepter l'union de l'Arménie turque avec la République arménienne. Le statut de la zone montagneuse du Kharabagh, du Zanguezour et du Nakhitchevan devait être résolu par des concessions mutuelles ou des plébiscites. La Russie avait le droit de transit à travers l'Arménie. Lorsque Legran soumit ce projet de traité du Parti communiste du Caucase (Kavbuvo) à Bakou, de sérieuses objections furent exprimées. Après la chu-

te de Kars, Legran retourna à Erevan pour demander la soviétisation de l'Arménie. Le camarade Budu Mdivani l'accompagna pour servir de médiateur soviétique dans le conflit arméno-turc, mais le général Karabekir rejeta à nouveau cette médiation.

Défait et discrédité, le gouvernement de l'Arménie laissa la place, le 23 novembre, à une coalition sous la direction de Simon Vratzian. Le dernier cabinet se sentit le devoir de conclure la paix à n'importe quel prix. Le 30 novembre, Legran annonça que la décision de soviétiser l'Arménie était irréversible. Il demanda que l'Arménie rompe toutes relations avec les impérialistes occidentaux, et s'unisse avec les ouvriers et les paysans russes. Déjà, une poignée de bolchéviques avait traversé la frontière le 29 novembre en provenance de l'Azerbaïdjan ; arrivés à Karavcanseraï (Ichevan), ils proclamèrent l'Arménie république soviétique et demandèrent à l'Armée rouge d'intervenir.

Le gouvernement de Vratzian, se rendant à l'évidence, désigna Dro Kanayan et Hambartsoum Terterian pour mener à bien la passation des pouvoirs. Le traité signé par Legran et les représentants arméniens le 2 décembre laissait encore une lueur d'espoir. L'Arménie devenait une république socialiste, et la Russie soviétique considérait comme incontestable l'appartenance des territoires qui avaient été sous la juridiction du gouvernement arménien avant l'invasion turque, Zanguezour inclus. La Russie prendrait des dispositions immédiates pour fournir les forces militaires nécessaires afin de consolider la défense de la République. L'armée et les membres du Dashnaksoutioun ou d'autres partis socialistes ne subiraient aucune répression. Le pouvoir serait provisoirement entre les mains d'un comité militaire révolutionnaire composé de cinq membres désignés par le Parti communiste et de deux membres de l'aile gauche du parti Dashnak, sélectionnés avec l'approbation du Parti communiste. Jusqu'à ce que le nouveau pouvoir soit organisé, le gouvernement serait confié à Dro, le chef militaire, et au camarade Otto A. Selin, plénipotentiaire de la Russie soviétique. Quant au gouvernement de l'Arménie indépendante, il ne lui restait plus qu'à publier son dernier décret : « Étant donné la situation générale dans le pays créée par les circonstances extérieures, le gouvernement de la République d'Arménie, dans sa session du 2 décembre 1920, décide de démissionner et de remettre toute autorité militaire et diplomatique entre les mains de Dro, à présent nommé au ministère de la Guerre. »

L'annonce de la soviétisation de l'Arménie ne fit pas reculer les Turques. Karabekir menaçait de reprendre l'offensive si les conditions de paix proposées par son gouvernement n'étaient pas acceptées sur le champ. Ces conditions obligèrent l'Arménie : 1) à renoncer au Traité de Sévres et à toute revendication sur l'Arménie turque ainsi que sur la province de Kars, 2) à accepter temporairement une administration turque au Sharur-Nakhitchevan, 3) à rappeler tous ses représentants en Europe jusqu'à ce que le gouvernement d'Angora ait réglé ses différends avec les États ennemis, 4) à réduire son armée à 1 500 hommes. La Turquie, en cas de besoin, étendrait son

assistance militaire au petit État arménien. Une fois remplies ces conditions, l'armée turque se retirerait de la région d'Alexandropol et établirait sa nouvelle frontière à la hauteur de la rivière Archapai.

Bien que le gouvernement qu'il représentait ait officiellement renoncé au pouvoir, Khasistian signa le Traité d'Alexandropol (Gümri) le 2 décembre peu après minuit. Les efforts du gouvernement de l'Arménie soviétique pour récupérer une partie des territoires perdus ne furent soutenus que par des notes diplomatiques très timides de la Russie qui, par ailleurs, était en train de normaliser ses relations avec le gouvernement d'Angora.

Le Comité militaire révolutionnaire d'Arménie arriva à Erevan le 4 décembre, suivi deux jours après par les premiers détachements de l'Armée rouge. Le Revkom, dominé par de jeunes bolchéviques vindicatifs, repoussa immédiatement le traité négocié entre Legran et l'ancien gouvernement arménien le 2 décembre, et se lança d'une façon particulièrement agressive dans le communisme de guerre. Des centaines d'anciens responsables gouvernementaux et de leaders politiques non bolchéviques furent emprisonnés, les officiers de l'armée furent contraints à l'exil, un régime sévère de rétribution et de réquisition fut imposé. Cette politique tyrannique, couplée avec la tendance antirusse et les sentiments antibolchéviques de la population arménienne réfugiée de Turquie avec l'action concertée de certains dirigeants du Dashnaksoutioun, entraîna une rébellion en février 1921. Le Revkom fut chassé d'Erevan et un soi-disant Comité de salut public fut rapidement organisé sous la présidence de Vratzian pour coordonner le mouvement qui s'étendait aux campagnes.

Il fallut attendre que la Géorgie soit soviétisée en mars et donc qu'il y ait sur place suffisamment de soldats de l'Armée rouge pour mater la révolte. En avril, le Comité du salut public et des milliers d'insurgés et de civils se retirèrent dans le Zanguezour où la lutte se poursuivit jusqu'à ce qu'un nouveau gouvernement soviétique décrète une amnistie et donne des assurances concernant le statut futur du Zanguezour et du Kharabagh. Lénine avait déjà reproché à ses camarades caucasiens leur excès de zèle et averti que les conditions dans les républiques de la région nécessitaient « une transition socialiste plus lente, plus prudente, plus méthodique ». Alexandre Miasnikian (Miasnikov, Martuni), un vétéran de confiance, professionnel du parti, fut transféré de la scène politique européenne à la tête du gouvernement arménien. En juillet 1921, alors que Miasnikian commençait à mettre en place avec ménagement la nouvelle économie politique, des milliers de rebelles antibolchéviques et de civils effarés traversèrent l'Araxe vers l'Iran et choisirent la vie amère des exilés.

La Russie soviétique avait sacrifié l'Arménie pour consolider son alliance avec la Turquie. Après avoir rejeté toutes les tentatives de médiation, Mustapha Kemal avait même élaboré un plan pour occuper Batoum et les districts frontaliers d'Akhalsikh et Akhalalak. Cette manœuvre, qui apparemment avait pour but d'obtenir des concessions supplémentaires à propos de l'Arménie, eut des résultats. Par le Traité de Moscou (mars 1921), qui éta-

blissait des relations d'amitié entre la Russie soviétique et le gouvernement d'Angora, la Turquie abandonna ses revendications sur Batoum et les autres districts en échange de l'abandon par les Russes des tentatives d'obtenir pour l'Arménie soviétique le district Surmalu d'Erevan. Dans ce secteur, la nouvelle frontière turque s'étendit jusqu'à la rivière Araxe ; la plaine fertile de Igdir et le mont de l'Ararat étaient en Turquie. En plus, le traité stipulait que Sharur Nakhitchevan ne serait pas rattaché à l'Arménie soviétique mais constitué en une région autonome sous contrôle de l'Azerbaïdjan soviétique, même s'il était séparé de l'Est de la Transcaucasie par le territoire arménien. Quels qu'aient été les scrupules de Tchicherine et de Karakhan, ils durent les surmonter à cause du soutien décisif apporté par Staline à la délégation turque.

Comme prévu dans le Traité de Moscou, des termes presque identiques furent employés dans le Traité de Kars (octobre 1921) signé entre la Turquie et les trois républiques soviétiques transcaucasiennes. Ce traité, décrit par un historien soviétique victime des purges comme un des plus oppressifs et ignobles dans les annales de l'histoire, enterrait la question arménienne et enfermait l'Arménie soviétique dans ses limites territoriales existantes. Les puissances européennes mirent leur propre sceau au règlement de la question arménienne deux années plus tard en renégociant le Traité de Sévres. La victoire turque lors du Traité de Lausanne était tellement évidente que les mots « Arménie » et « arménien » ne furent autorisés à apparaître dans les documents. C'était assez amer et ironique, tant pour les Arméniens que pour certaines puissances centrales : seule parmi les vaincus, la Turquie s'était étendue au-delà des frontières qui étaient les siennes avant la guerre, et cela uniquement sur le front arménien.

Richard G. Hovanissian

Traduit de l'anglais par Mario Zequeira.

POÈMES

de Barouïr Sévag

BAROUIR SÉVAG, né en 1924, est mort en mai 1971, à l'âge de quarante-sept ans, victime d'un accident de voiture. Il appartenait à cette génération de poètes soviétiques dont les premières œuvres parurent dans les années les plus difficiles de l'après-guerre, et dont l'esprit et la sensibilité devaient être particulièrement marqués par les grands événements de l'ère post-stalinienne.

Barouïr Sévag contribua de manière décisive au renouveau que connaît, depuis 1965 environ, la poésie de l'Arménie soviétique. Il fut et demeure un exemple pour tous les jeunes poètes non conformistes qui s'aventurent aujourd'hui sur les chemins de la poésie critique, néo-symboliste ou surréalisante. À la véhémence de sa parole, à la générosité de son chant s'est joint, vers la fin de sa vie, quelque chose d'amer, voire de sarcastique, suivi d'un certain désarroi. Imprimé en 1969, son dernier livre ne fut mis en vente, à Erevan, qu'au début d'août 1971. L'édition (25 000 ex.) fut épuisée en quelques jours. Semi-posthume en quelque sorte, ce recueil prend aussi la valeur d'un testament. Le titre en est, littéralement parlant, révélateur : *Que la lumière soit* (éd. Haïasdan). En voici quelques extraits¹.

Vahé Godel

L'HYMNE DU MILIEU DU SIÈCLE (extraits)

VII

*Nous sommes nés,
Puis nous nous sommes nourris
Bien plus d'« alléluias » et d'« hosannas »
Que de pain ordinaire.
Le gras brouillard voilait
Nos yeux à demi-affamés.*

1. Présentés par Vahé Godel, Les publications orientalistes de France, 1977.

*Les punaises piquaient
 Tous nos rêves informes.
 Malgré cela, les gens de notre espèce ont pu
 Garder intacte leur dignité,
 Garder pure leur conscience comme un sel.
 Car ceux de notre espèce
 Préfèrent se priver de leur tête
 Plutôt que l'incliner devant ceux
 Qui d'un air très sérieux s'essaient
 À battre les cerveaux comme une monnaie,
 À marquer la pensée comme du linge.*

*Non, les gens de notre espèce, jamais
 Ne s'agenouillent devant l'idole,
 Jamais ils ne s'arrachent un œil sous prétexte
 Que cette idole, comme un cyclope, n'en possède qu'un seul.
 Et s'ils ferment un œil, c'est tout au plus
 Pour qu'ils voient plus loin, qu'ils voient plus clair.*

*Mais s'ils aiment à plier le genou,
 C'est avec l'intention de porter bien plus haut
 L'insupportable souffrance de ce monde,
 Et de l'incinérer au four crématoire du soleil.*

*Mais s'ils aiment à plier le genou
 C'est qu'ils rêvent de se blottir aux genoux nus de la beauté,
 De se fondre en silence en ce chaud parfum de la terre,
 De se représenter dans les yeux des enfants.*

*Nous ne sommes point oiseaux
 Pour tendre au ciel notre bec
 Et boire une goutte de pluie.
 Mais qui veut boire son eau à la fontaine
 Ne peut le faire sans se pencher,
 Ne le peut sans se mettre à genoux.*

*Ne peut le faire sans se pencher,
 Ne le peut sans se mettre à genoux,
 Celui qui cherche à voir au plus profond des puits,
 Ces puits qui ne sont rien d'autre
 Que des idoles,
 Ces statues de ténèbres
 Qu'on nomme depuis des siècles monde intérieur ou âme.
 Et les gens de notre espèce n'adorent que cette idole,
 Ne s'inclinent, ne s'agenouillent
 Que devant ces idoles,
 Sur le miroir de leurs ténèbres,
 Afin de se connaître...*

VIII

*Le temps viendra
Où les hommes adoreront les gens de notre espèce,
Non pas comme des idoles,
Ni comme des dieux,
Mais comme des héros.*

*Car nous, nous savons bien,
Que très souvent
Nous frappons de nos poings sur la pointe des clous,
De nos poings en guise de marteau.
Mais nous savons très bien aussi
Que ce n'est pas le poing
Qui a suivi le modèle bien connu du marteau,
Mais que c'est le marteau lui-même
Qui fut fait sur le modèle du poing.
Et nous savons
Que si le vent
Joue avec nos cheveux,
C'est que l'air du temps joue avec notre tête.*

*Mais les astres de leur peigne blanchâtre et rond,
Chaque fois, en des gestes tranquilles,
Viennent lisser nos cheveux que le vent a défaits,
Et de cette façon, font croire à eux et ainsi qu'à nous-mêmes,
Que pour l'instant notre tête est encore à sa place...*

*C'est grâce à cette foi et cet espoir, mon ami,
Qu'en ce monde, les gens de notre espèce, chaque nuit,
Pauvres se couchent et s'éveillent enrichis.*

Erevan, 18-20.11.63

LE BOUFFON

*— Où habitent les vents ?
— Dans les palais.
Mais aussi, bien sûr, dans nos narines.*

*— Et le silence, ou donc meurt-il ?
— Dans les sermons.
Mais aussi dans nos oreilles violentées.*

*— Mais dis-moi, notre sang, notre sang chaud, où est-il conservé ?
— Sous les ongles de notre plus vieil ennemi,
Sous ses ongles crochus aux désirs de ciseaux.*

— *Dis-moi encore où vont mourir toutes les idoles ?*
 — *Sous le poids des applaudissements et des cymbales,*
Et dans l'encens aussi.

— *Et notre intelligence, où se fortifie-t-elle ?*
 — *Pas dans les crânes,*
Mais dans nos plaies.

— *Mais alors, notre salut où donc est-il ?*
 — *Il est là, dans nos mains,*
Sans pour autant, hélas !, dépendre de nous seuls.

Erevan, 25.10.62.

NOUS VIEILLISSONS

Nous vieillissons, Barouïr Sévag,
Mon cher, nous vieillissons —
Déjà les femmes de notre âge nous sont toutes fraternelles.
Ces adolescents que nous observons
Ne nous voient même pas.
Toute amitié nouvelle ne finit pas avec l'amour,
Ni par le chant toute œuvre brute, mais le déchirement et la brûlure.

Nous vieillissons, Barouïr Sévag,
Mon cher, nous vieillissons —
Déjà nos cheveux insoumis sont punis par la mort,
Ou d'un prince l'autre, devenus les pauvres vassaux du peigne.
Nos doigts rebelles sont affables déjà, obéissants,
Et nos pieds comploteurs devenus casaniers, amoureux de la vie
domestique.

Nous vieillissons, Barouïr Sévag,
Mon cher, nous vieillissons —
Nous buvons tout un jour,
Deux jours durant nous dormons ivres,
Si nous marchons une heure
Durant deux heures nous disputons des avantages
Et des inconvénients de la boisson,
Et nous parlons avec un tel sérieux
Qu'on dirait avoir fait une grande trouvaille,
Qu'on croirait réfuter une grande invention.
D'ailleurs les mots comme « se soigner » ou « maladie », de jour en jour,
Se déclinent et se conjuguent avec beaucoup plus et même
Un peu plus de mécontentement
Que de fierté secrète.

*Nous vieillissons, Barouir Sévag,
 Mon cher, nous vieillissons —
 Nous n'avons plus le temps d'errer,
 Ne savons plus nous ennuyer,
 Rare est la peine sans raison,
 Et nos chagrins ont tous une cause.
 Nous lisons peu, nous écrivons beaucoup,
 Nous méditons beaucoup, nous dormons peu,
 Car le mot « insomnie » est une colle
 Qui veut nouer nos nerfs détruits.*

*Nous vieillissons, Barouir Sévag,
 Mon cher, nous vieillissons —
 Nous vieillissons, mais on dirait cependant
 Que nous n'en devenons point sages pour autant.
 Même à présent, nous restons étonnés
 De voir que nous pouvons nous étonner encore.
 Nous reculons mentalement les aiguilles de l'horloge,
 Pour faire encore ce qu'au monde nous n'avons pas fait.
 Nous ménageant en quelque sorte l'issue d'une impossible victoire.
 Il nous arrive encore de prendre la mesure de ce monde
 Au moyen de ce compas usé que sont les jambes de Don Quichotte.
 Et si quelqu'un, au plus fort du sommeil, vient piétiner nos rêves,
 Comme jadis, comme jadis nous nous redressons en criant.*

*Nous vieillissons, Barouir Sévag,
 Mais nous n'en sommes point sages, pour autant.*

Erevan, 10.12.63.

FRÔLEMENT

*Lorsque le crépuscule dans les nuages s'enfonce ainsi qu'un peigne,
 Et que le vent léger reniflant comme un chiot fait halte
 Devant chaque buisson, chaque arbre, chaque motte de terre, chaque
 homme,
 Quand le froid jeune fait montre de sa force,
 Nous obligeant à boutonner nos chemises, à grogner d'insatisfaction,
 Quand l'aboïement du jour vient s'assourdir sur le velours nocturne,
 Que les lumières, une ici ou deux là, font un décor suranné,*

*Alors je redeviens naïf :
 Je crois encore en la justice,
 À ce point qu'il me semble que je mourrai de mort naturelle.*

Erevan, 14.11.63.

Barouir Sévag

Traduit de l'arménien par Denis Donikian

LES RELATIONS SOVIÉTO-TURQUES ET LA QUESTION ARMÉNIENNE DEPUIS 1945

par Claire Mouradian

En janvier 1973, lorsque le septuagénaire M. Yanikian, appartenant à la génération des orphelins du génocide de 1915, révolvérise le consul et le vice-consul turcs de Los Angeles, ce geste passe pratiquement inaperçu à l'extérieur de la communauté arménienne. Peu d'observateurs se doutent qu'il sera bientôt suivi d'une flambée terroriste contre une série de cibles turques et occidentales, rappelant à une opinion publique surprise l'exaspération des Arméniens et leur entêtement à vouloir résoudre leur question nationale.

La question arménienne s'est, au fil des années, de plus en plus confondue avec des revendications à l'égard de la seule Turquie : exigence d'une reconnaissance officielle du génocide et, surtout, en corrolaire, irrédentisme envers les territoires historiques d'Arménie occidentale, inclus dans les frontières actuelles de la Turquie, où la quasi-totalité des Arméniens de la diaspora, ainsi qu'au moins un tiers des Arméniens soviétiques, issus de quelque 300 000 réfugiés de 1915-20 ou des diverses vagues de rapatriement, ont leurs racines.

Dans la mesure où ces aspirations territorialistes à l'encontre d'un des bastions de l'OTAN vont dans le sens de l'expansionnisme de l'URSS, à la fois en tant qu'héritière de l'empire russe et tête de file du « bloc socialiste », les médias, en mal de sensationnel, et les services secrets occidentaux, hantés par le spectre – peut-être d'ailleurs tout à fait réel – du « terrorisme international », n'ont pas manqué de voir « la main de Moscou » derrière le terrorisme arménien, en particulier, et la résurgence de la question nationale depuis les années 1960, en général.

Dans cette perspective, il semble intéressant de confronter l'histoire récente des relations soviéto-turques du point de vue de la question arménienne qui, avec le statut des Détroits, constitue l'une des composantes traditionnelles du contentieux entre les deux États, avec l'attitude du pouvoir central soviétique envers le nationalisme arménien.

« L'ère des bonnes relations » (1921-1939)

Le 16 mars 1921, le Traité d'amitié soviéto-turc de Moscou met un terme à la longue bataille (« les treize guerres ») pour la fixation des frontières¹. Des trois républiques caucasiennes qui doivent en ratifier les clauses (Traité de Kars - 13.10.1921), après avoir perdu leur éphémère indépendance, l'Arménie est la plus défavorisée. Non seulement elle doit entériner l'état de fait créé par le génocide en renonçant aux territoires d'Anatolie orientale accordés par le Traité de Sèvres (10.8.1920), mais le recul frontalier de l'empire russe, rebaptisé « État soviétique multinational », se fait essentiellement à son détriment par l'abandon de Kars et Ardahan, tandis que la Géorgie récupère Batoum et l'Azerbaïdjan, le Nakhitchevan. En outre, en Transcaucasie même, l'Akhalkalak (peuplé à 72 % d'Arméniens) et le Haut Karabagh (94 % d'Arméniens) sont rattachés respectivement à la Géorgie et à l'Azerbaïdjan : comme à l'époque tsariste, le pouvoir central se montre ainsi plus soucieux de ménager le nationalisme des Géorgiens et des Azeris qui n'ont pas les mêmes raisons que les Arméniens de témoigner d'un loyalisme sans faille envers le « bouclier russe ».

De plus d'un siècle d'affrontements, la Turquie kémaliste sort finalement consolidée. À Moscou, les Soviétiques ont abrogé le régime des Capitulations et la dette ottomane envers la Russie, fourni une aide substantielle en or, armes, munitions, reconnu l'entière souveraineté de la Turquie sur les Détroits et son indépendance politique. La Russie soviétique y a gagné

1. D'innombrables études traitent des relations russo-ottomanes et soviéto-turques, du point de vue des deux parties et de l'Occident. Parmi les titres plus axés sur le problème arménien, on peut citer : A. Beylerian, « Les origines de la question arménienne du traité de San Stefano au Congrès de Berlin (1878) », in *Revue d'histoire diplomatique* (1973) ; R. Hovannisian, « Armenia and the Caucasus in the Genesis of the soviet-turkish Entente », in *International J. of Middle East Studies* (1973) ; R. Dekmedjian, « Soviet-turkish Relations and Politics in the Armenian SSR », *Soviet Studies* (1968) ; J. Tashjian, « Turkey Returns to the East », *Armenian R.* (1967) ; S. Afanasyan, « L'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie : de l'indépendance à la soviétisation », *L'Harmattan* (1981). Pour des évaluations récentes sur le point de vue turc et occidental, cf. S. Vaner, « L'URSS vue de Turquie » (CERI, 22-23.6.1983) et J.F. Bayart, « La politique extérieure de la Turquie : les espérances déçues », *Revue française de science politique* (1981).

2. L'utilisation par la diplomatie tsariste de l'argument de la protection des chrétiens ottomans, ainsi que la russophile spontanée des Arméniens (accueillant les Russes en libérateurs et émigrant massivement dans l'empire du Tsar pour échapper au joug du Sultan et du Chah) sont sans doute l'un des nœuds du problème arménien. Malgré leur loyalisme attesté, les Arméniens ottomans ont ainsi été soupçonnés d'être des « agents de l'impérialisme du grand voisin du Nord », d'où leur extermination en 1894-96 et en 1915, pour éviter que ne se répète le scénario de l'indépendance bulgare. Même si la « protectrice traditionnelle » des Arméniens s'accorde fort bien de leur disparition (en 1916, elle envisage de repeupler l'Anatolie orientale par des Cosaques...) ; même si l'Axe Ankara-Moscou fait échouer le projet d'indépendance nationale ; même si la « pax sovietica » a coûté fort cher (quelques 300 000 « absents » des statistiques démographiques suite à l'ère stalinienne, sans compter les 175 000 morts de la deuxième guerre) ; néanmoins, dans leur majorité, les Arméniens, continuellement broyés entre deux empires, coincés entre les pays « touraniens » en pleine expansion, traumatisés par le génocide, en ont tiré une obsession de la survie à n'importe quel prix, et sont persuadés de la nécessité de la protection russe, au moins comme un moindre mal.

d'avoir exclu l'Entente de la détermination du statut des Détroits, d'avoir confirmé son contrôle sur la Transcaucasie et de s'être dotée d'une image de marque favorable en Orient, dans la perspective de la « révolution mondiale ».

Divers incidents révèlent la persistance du contentieux et l'absence d'illusions sur les objectifs réciproques, mais l'indépendance affirmée de Kémal vis-à-vis des puissances occidentales lui vaut des compliments sur sa « lutte contre les tentatives d'asservissement de l'impérialisme », sa politique agraire et son progressisme, même s'il ne se prive pas de réprimer durement le mouvement communiste en Turquie. Par ailleurs, les Arméniens, dont la soviétisation « a définitivement résolu la question nationale » (Staline), sont invités à répéter les slogans sur la « solidarité prolétarienne avec les travailleurs turcs » et à oublier le génocide et les amputations territoriales qu'il n'est pas « fraternel » d'évoquer. Lors des purges en Arménie, c'est l'accusation de « nationalisme bourgeois » et de « dachnakisme³ » qui revient le plus souvent : tant en diaspora que dans la RSS d'Arménie, les dirigeants de ce parti de l'indépendance sont condamnés pour leurs obsessions territorialistes et leur persistance à « attiser la haine raciale » lorsqu'ils commémorent les massacres d'avril 1915. Enfin, pour résoudre le problème des réfugiés d'Anatolie, il est proposé de les transférer au Kouban ou ailleurs, pour éviter que le manque d'espace ne réveille la « vieille » idée d'une Arménie indépendante et réunifiée...

La crise de l'après-guerre

La victoire soviétique ressuscite la question nationale « définitivement résolue ». Le 20 mars 1945, l'URSS dénonce le traité de neutralité et de non-agression de 1925 et, le 7 juin, Molotov fait savoir que la signature d'un nouvel accord dépendrait de la révision du statut des Détroits, de l'installation d'une base soviétique dans les Dardanelles et de la rétrocession de Kars et Ardahan.

Au même moment, le Congrès d'élection du Catholicos arménien d'Etchmiadzine⁴ réuni du 16 au 25 juin 1945, avec des délégués de la RSS d'Armé-

3. Les *dachnak* sont les membres de la Fédération révolutionnaire arménienne (*Dachnaki-soutioun*), créée à Tiflis en 1890 pour libérer l'Arménie occidentale. Préconisant d'abord l'autodéfense de la paysannerie par des groupes de fédais, le parti, influencé à la fois par les modèles bulgare et garibaldien, le populisme russe et le socialisme jaurésien, membre de la II^e Internationale à partir de 1907, deviendra le principal animateur du mouvement de libération nationale dans les deux empires, ottoman et tsariste. Il sera ainsi tout naturellement porté à la direction de la République indépendante de 1918-20, avant d'être chassé du pouvoir par l'Armée rouge. Pour plus de détails, Cf. A. Ter Minassian, « Le mouvement révolutionnaire arménien », *Cahiers du monde russe et soviétique* (1973).

4. Il est classique de dire que, tout au long de l'histoire tourmentée des Arméniens, l'Église apostolique arménienne autocéphale depuis Chalcedoine (451) a été le refuge et le symbole de la personnalité nationale. Plus que toute autre, elle est l'Église d'un peuple, d'une nation. Seule institution légale commune reconnue après la dissolution de l'État et le début de la dispersion,

nie et de la diaspora, se transforme en tribune des revendications nationales, sollicitant de Staline et du « grand peuple russe », la « réunion nationale du peuple arménien par la réunification des terres de l'Arménie turque à l'Arménie soviétique et l'organisation du retour des Arméniens dans la « Mère-Patrie ». En novembre, une démarche « personnelle » du nouveau Catholicos auprès des ministres des Affaires étrangères des trois « grands » avant leur rencontre à Moscou, appuie ces demandes qui seront présentées aussi à la Conférence de San Francisco par les Arméniens. En décembre, deux académiciens de Tbilissi font état, à leur tour, des « légitimes revendications territoriales géorgiennes » sur la côte turque de la Mer noire, de Batoun à Trébizonde, et le commentaire suivant de la *Pravda* du 24.2.1946 laisse peu de doute sur les sentiments de Moscou :

« Un demi-million d'Arméniens de la diaspora, par l'intermédiaire du catholicos de tous les Arméniens, lancent un appel pour le respect de leur droit légitime à réunir leur patrie natale — Van, Bitlis et Kars — à l'Arménie soviétique... En droit, Sourmalou, Kars et Ardahan appartiennent aux Arméniens du Caucase, de même que les vilayets de Van, Bitlis et Garine (Erzeroum) appartiennent aux Arméniens de Turquie... »

L'organisation du rapatriement en masse des Arméniens de la diaspora, à grand renfort de slogans patriotiques, est comprise par tous les observateurs de l'époque, par les Turcs et les Arméniens eux-mêmes, comme un moyen de pression supplémentaire sur la Turquie. L'agitation dans le Kurdistan et l'Azerbaïdjan iraniens en décembre 1945⁵, la revendication par les Kurdes de Turquie d'une république autonome, la guerre civile en Grèce entre communistes et « nationalistes » sont autant de menaces, plus ou moins directes, pour les Turcs. Ceux-ci ont néanmoins le temps de sensibiliser l'Occident aux risques encourus et à leurs implications globales. La « doctrine Truman » d'aide à la Grèce et à la Turquie ne pourra d'ailleurs qu'être confortée par la revendication officielle de Kars et Ardahan à l'ONU, le 24 octobre 1947, déposée par Vichinsky au nom de... la Géorgie.

Malgré les avertissements de l'URSS, dont la presse d'Arménie soviétique se fait l'écho, la Turquie rompt avec sa politique de « non-alignement » d'avant-guerre et s'ancre résolument dans le bloc occidental. Elle adhère à l'OTAN en 1951, participe à la guerre de Corée, autorise l'installation de bases militaires du Pacte atlantique en Anatolie. Cependant, les dernières

elle a créé et diffusé la culture savante, servi d'intermédiaire entre la population et le pouvoir (ottoman, russe, iranien) et a joué aussi un rôle essentiel dans le développement du patriotisme. Depuis le XV^e siècle, elle est gérée par deux catholicossats, celui d'Etchmiadzine en Arménie actuellement soviétique, et celui de Cilicie, dont le siège est à Antiliyas (près de Beyrouth) depuis 1923. Seul investi du titre de « Catholicos de tous les Arméniens », celui d'Etchmiadzine exerce sa juridiction non seulement sur les Arméniens soviétiques, mais aussi sur la plus grande partie de la diaspora, et est investi d'une autorité à la fois morale et nationale, d'où l'importance du débat sur son degré d'autonomie par rapport au pouvoir soviétique.

5. Création de la République d'Aderbadagan par le parti Toudeh et de la République kurde de Mahabad, alors que les troupes soviétiques stationnent en Iran.

années staliniennes sont marquées, en Arménie comme dans le reste de l'URSS, par une rude reprise de la lutte contre le « nationalisme local », interdisant à nouveau toute expression des revendications irrédentistes.

Dégel

La disparition des Caucasiens au pouvoir – Staline, Béria – amorce une détente dans la politique soviétique à l'égard de la Turquie. L'« offensive pour la paix » de l'URSS inclut une démarche vers elle. Dès le 30 mai 1953, tout en essayant encore – mollement – d'obtenir une révision du statut des Détroits, Molotov annonce, par une note officielle, que les « RSS d'Arménie et de Géorgie renoncent à leurs revendications territoriales ». Cette assurance sera réitérée à maintes reprises dans les années suivantes, par les Premiers secrétaires des républiques concernées, par Khrouchtchev et Boulganine. Même au plus fort de la crise turco-syrienne de 1957, pendant laquelle l'URSS soutient la Syrie, la nouvelle « doctrine » de la diplomatie soviétique à l'égard de la Turquie ne sera pas démentie : « respect total de l'intégrité territoriale, de la souveraineté et de l'indépendance de l'État turc » ; « bon voisinage et amitié » ; « coopération économique et culturelle ». Ce qui n'empêche pas la Turquie de signer, sans hésitation, le Pacte de Bagdad en 1955 et le Traité défensif du CENTO en mars 1959.

Le véritable tournant des rapports soviéto-turcs se situe au début des années 1960, parallèlement à une relative altération des relations de la Turquie avec le camp occidental. L'affaire de l'avion-espion U2 (1^{er} mai 1960), qui vaut à la Turquie une vigoureuse protestation du gouvernement soviétique, démontre les risques d'un trop grand engagement à l'Ouest, et le putsch contre le gouvernement Mendérès (27.5.1960) est immédiatement suivi du retrait du contingent turc stationnant en Corée du Sud. En mars 1961, Moscou et Ankara échangent des messages à l'occasion du 40^e anniversaire du Traité de Moscou. Et bientôt, tout en renouvelant les assurances de « loyauté envers l'alliance occidentale » et en recevant abondamment les deniers américains et européens pour financer son relèvement économique, le 6.1.1962, le gouvernement turc signe un accord commercial avec l'URSS avant d'entamer, pendant l'été 1962, des négociations sur l'utilisation des ressources hydrauliques frontalières. En décembre 1962, la presse américaine s'inquiète de l'influence croissante du Parti communiste turc, officiellement interdit, dans la vie politique du pays. Le 20 mai 1963, Ankara exige le retrait de tous les missiles américains de son territoire, ce qui lui vaut d'obtenir, en juin, la réassurance que « ni l'URSS, ni aucune république soviétique n'a une quelconque revendication territoriale envers la Turquie ».

C'est l'affaire chypriote de 1964 qui fournit l'occasion de renforcer les relations soviéto-turques. Les mises en garde américaines à Ismet Inonu lui font rechercher une plus grande compréhension à l'Est. Le 30.10.1964, les Soviétiques se prononcent contre l'*Enosis* (l'union) et pour des « droits

légaux des deux communautés nationales de Chypre». Quelques jours plus tard, un accord scientifique et culturel est signé avec Moscou, et en janvier 1965, une visite de Podgorny en Turquie renforce « l'amitié kémaliste-léniniste » à tel point que les Turcs se retirent de la force nucléaire multilatérale de l'OTAN (14.1.1965) et interdisent l'entrée dans les eaux turques du premier cargo américain à propulsion nucléaire (affaire de l'US-Savannah du 27.1.1965). Le 22 mars 1965, un protocole d'accord prévoit le doublement des échanges commerciaux soviéto-turcs pendant l'année à venir.

C'est dans ce contexte de détente entre les deux « ennemis séculaires » qu'a lieu, le 24 avril 1965, à l'occasion du cinquantenaire du génocide, en communion avec l'ensemble de la diaspora, la commémoration officielle de cette grande tragédie nationale à Erevan, en présence des dirigeants politiques, des représentants de l'intelligentsia et du Catholicos. Toute la presse d'Arménie soviétique se mobilise sur ce thème, y compris l'organe du PC, *Kommunist*, qui compare le génocide arménien au génocide juif par les nazis et cite Lénine sur la nécessité de libérer « toute l'Arménie ». Surtout, l'irrédentisme arménien se donne libre cours lors d'une énorme manifestation de 100 000 à 200 000 personnes qui déferlent dans les rues d'Erevan, aux cris de « nos terres » et « justice ». Au même moment, quelques centaines d'étudiants arméniens manifestent devant l'ambassade turque à Moscou, sans être réellement inquiétés.

Assez rares dans les annales soviétiques, ces manifestations populaires marquent une étape dans la résurgence de la question arménienne. Déjà, pendant toute la première décennie de l'après-Staline, l'Arménie soviétique avait connu – enfin – un véritable démarrage économique, avec un spectaculaire « boom industriel », tandis que toute la vie culturelle et sociale se plaçait sous le signe du renouveau national et de la reconquête du patrimoine : l'arménologie avait fleuri dans tous les domaines, entre autres, celui de l'histoire contemporaine traitant de sujets longtemps « tabous » ou « dangereux », comme le mouvement de libération au XIX^e siècle, la situation des Arméniens dans l'empire ottoman, les péripéties de la première guerre (génocide, indépendance, soviétisation,...). Par ailleurs, la reprise, à partir d'août 1961, du rapatriement des Arméniens de la diaspora⁶ ne pouvait que rappeler de mauvais souvenirs aux Turcs, vu l'expérience de 1945-47. Est-ce pour les rassurer que, quelques jours après les événements d'avril 1965, en mai, Gromyko semble se précipiter à Ankara pour réaffirmer l'attachement de l'URSS au principe du respect mutuel de l'intégrité territoriale et de la souveraineté nationale ? En tous cas, ces termes reviennent en leitmotiv tout au long de l'histoire postérieure des rapports entre les deux pays, notamment lors des visites réciproques de délégations officielles de toutes

6. À l'origine de ce deuxième rapatriement, parmi d'autres motifs figure surtout la volonté de compenser le mauvais effet produit par la construction du « mur de Berlin », à la même date, pour arrêter l'évasion des Allemands de l'Est.



sortes (commerciales, scientifiques, techniques, politiques, militaires, etc.) qui vont aller en se multipliant.

Il est bien sûr impossible, ici, de donner une chronologie détaillée et exhaustive des relations triangulaires de la Turquie et des deux « blocs ». Mais on constate que le très net rapprochement soviéto-turc à partir de 1964-65 s'est concrétisé, entre autres, par le soutien de l'URSS à la Turquie lors des diverses crises chypriotes et, surtout, par une coopération économique de plus en plus importante. De simples marchés de commerce en accords planifiés à long terme, la valeur des échanges a progressivement décuplé depuis les années 1960, et une dizaine de projets industriels en Turquie ont été menés à terme en échange de marchandises « traditionnelles » (fruits secs, coton, tabac, viande, etc.). Actuellement, la Turquie reçoit plus d'aide de l'URSS que de ses alliés occidentaux et est la première bénéficiaire de l'assistance soviétique bilatérale au tiers-monde. Dans le domaine politique, malgré des références constantes à « l'amitié entre Kémal et Lénine » et l'insistance des Soviétiques à commémorer rituellement l'anniversaire du Traité de Moscou, les réserves sont plus grandes. Certes, les relations américano-turques se sont quelque peu altérées, mais la Turquie n'a jamais remis fondamentalement en cause son alliance avec l'Occident, renouvelant en 1980 l'accord de défense qui la lie aux États-Unis. En jouant sur les deux tableaux, elle a tout simplement obtenu plus d'aide financière, de facilités de crédits et de garantie pour sa souveraineté, à l'Ouest comme à l'Est.

L'ambiguïté de l'attitude de Moscou, oscillant entre la tolérance envers l'expression de l'irrédentisme arménien et la réaffirmation périodique de la pureté de ses intentions à l'égard des frontières, n'est sans doute pas étrangère à la méfiance de la Turquie envers son « grand voisin du Nord » : La question arménienne ne semble-t-elle pas réapparaître chaque fois qu'Ankara hésite entre Moscou et Washington ? Ainsi, les actions terroristes arméniennes semblent se succéder à un rythme précipité après 1978, et la levée de l'embargo américain sur les livraisons d'armes à la Turquie (décidée en 1975, après l'invasion de Chypre). Concession aux Arméniens, dans une phase de « libéralisation » de la politique des nationalités, ou subtil jeu de pression diplomatique ? L'étude de la vie politique et culturelle de l'Arménie soviétique qui s'articule, désormais, après le tournant de 1965, essentiellement autour des revendications nationales, permet, en regard de l'évolution des relations soviéto-turque, d'élucider un peu ce point.

« Nos terres ! Nos terres ! »

Le 9 décembre 1965, Podgorny succède à Mikoyan aux fonctions de Chef de l'État soviétique, nouvelle étape dans le processus de mise en place des « clients » de Brejnev, mais aussi d'élimination des Caucasiens des sphères de décision. Deux mois après, le Premier secrétaire arménien en fonction lors des manifestations d'avril 1965, Y. Zaroubian, est « appelé à d'autres

fonctions ». Certes, il s'agit d'un ancien membre de l'équipe « ukrainienne » de Khrouchtchev, mais de nombreux indices laissent supposer que sa chute est due à des causes « arméniennes ». En effet, dans la foulée, sont aussi démis tous les responsables du contenu et de la diffusion de l'idéologie (deuxième secrétaire, ministre de la Culture, président du Comité d'État à la radio et à la télévision, direction des Komsomols, de l'Université, Commission de contrôle du Comité central, etc.), tandis que le discours d'introduction du nouveau Premier secrétaire, A. Kotchinian, est centré sur la critique du « nationalisme local », des « effets des survivances du passé et de l'idéologie bourgeoise », ainsi que de l'attention insuffisante aux problèmes de contre-propagande ». Il estime cependant nécessaire de rappeler le génocide de 1915, « perpétré par les dirigeants turcs » et annonce l'intention d'ériger un mémorial aux victimes. Ainsi, il semble bien que, plus que les revendications arméniennes en elles-mêmes, ce soit l'ampleur de la manifestation populaire, ayant échappé au contrôle du régime, qui ait alarmé Moscou.

Néanmoins, le 24 avril 1966, les Arméniens font encore preuve de « manque de modération et de sens politique », en manifestant à nouveau dans les rues d'Erevan (environ 5 000 personnes menées par des étudiants). Cette fois, c'est au « vieux bolchévik » Mikoyan, à la fois en tant que représentant du pouvoir central et illustre enfant du pays, que l'on laisse le soin de lancer un avertissement sérieux à ses compatriotes, le 2 juin 1966, au lendemain de la publication, par la presse dachnak de la diaspora, d'un discours de la poétesse Sylva Kapoutikian qui témoigne de l'amertume des intellectuels :

« ... Le peuple arménien s'attendait, avec juste raison, à ce que le pays du socialisme élevât sa voix autorisée pour condamner le premier génocide de l'histoire, comme il le fit [...] lorsqu'il s'agissait de condamner l'Allemagne nazie et son crime de génocide. Cependant, notre attente fut vaine. [...] La fidélité des Arméniens envers la Russie est conditionnée non seulement par la géographie et l'histoire, mais aussi par une affinité de l'âme et de l'esprit... Cependant, à notre grand regret, nous devons constater qu'au lieu de se rendre compte et d'apprécier notre dévotion, les dirigeants de l'URSS font preuve, à l'occasion, d'une insouciance déconcertante envers les problèmes qui touchent le peuple arménien... »

Cette amertume ne peut certes que se renforcer lorsqu'après la signature du premier accord économique à long terme de mars 1967, le Premier ministre turc, en visite en URSS (septembre 1967), est gratifié d'une visite à Bakou où l'accueil chaleureux qu'il reçoit des Turcs azéris est considéré par les médias occidentaux et arméniens comme une marque de faveur incontestable envers le chef du gouvernement d'un pays qui, il n'y a pas si longtemps, ne cachait pas ses visées panturquistes.

Est-ce pour rétablir l'équilibre ou éviter une explosion de colère en Arménie que, cette même année, après un monument au cinquantenaire d'Octo-

bre, sont inaugurés l'imposante statue de « Mayr-Hayastan » (Mère-Arménie) et le mémorial aux victimes du génocide ? Fort symboliquement, l'inauguration de ce mémorial coïncide avec l'anniversaire de l'entrée de l'Arménie dans « l'ère du renouveau » (29 novembre, date de la soviétisation), si bien que les discours de circonstance ne peuvent éviter de faire « naturellement » la relation entre le génocide des Arméniens de Turquie, et la « résurrection du peuple arménien grâce à l'instauration du régime soviétique », etc. D'où une certaine inquiétude de la presse turque sur « la création par les Soviétiques d'un nouvel Israël : l'Arménie ». Grâce à ce mémorial, les manifestations du 24 avril peuvent être désormais canalisées vers un but bien précis, et institutionnalisées comme en diaspora : tous les ans, après une messe à Etchmiadzine, une délégation des dirigeants locaux y conduit, couronnes de fleurs en main, un immense cortège populaire discrètement surveillé...

Pendant ce temps, la répression s'abat sur les instigateurs des premières manifestations de 1965-66, les milieux étudiantins et dissidents – comme les membres du Parti national unifié – qui, au-delà du problème de la reconnaissance du génocide et des réparations territoriales, soulèvent aussi celui de l'indépendance, « infectés » qu'ils sont par « le virus de l'orgueil national et de l'idéologie impérialiste bourgeoise ».

En revanche, les revendications ayant trait au contentieux arméno-turc peuvent s'exprimer de plus en plus ouvertement, même si ce n'est que de façon emblématique ou académique, ce qui n'est pas totalement insignifiant dans un contexte où toutes les manifestations de la vie sociale et culturelle sont contrôlées. C'est ainsi que divers monuments exutoires commencent à peupler le décor allégorique de la république : outre le mémorial du génocide, sont érigés des ensembles monumentaux ou des stèles commémorant les « batailles héroïques » contre les Turcs : Sardarabad (1968), Pach-Abaran et Van (1981)); des statues de « fédais » et autres héros du mouvement national ; de victimes célèbres des massacres, etc. Et on ne craint pas de « récupérer », au besoin, des événements et des hommes liés au « parti-nationaliste-réactionnaire-bourgeois-laquais de l'impérialisme » dachnak. Même le jubilé de Pouchkine (1974) permet d'évoquer son séjour en Arménie lors de sa participation à la guerre russo-turque en 1829...

Surtout, de plus en plus, la question du génocide est abordée directement par la littérature, l'historiographie érudite et les ouvrages de vulgarisation. *L'Encyclopédie soviétique arménienne* – événement culturel majeur des années 1970 – y consacre un article de neuf pages (t. 7), d'orientation très nettement antiturque, avec une bibliographie abondante, des photographies et une carte des points forts (en rouge) des massacres, qui ne peut qu'évoquer les territoires perdus. Les ouvrages les plus significatifs – à plus d'un titre – sont certainement ceux de John Kirakossian, à la fois spécialiste des relations internationales et « apparatchik » des organes de propagande et de contrôle idéologique, ministre des Affaires étrangères de la RSS d'Arménie depuis 1975. Son étude *La Première guerre mondiale et l'Arménie occiden-*

tale, 1914-16 est réédité trois fois (1965, 1967, 1971), la dernière fois en russe, pour lui garantir plus d'impact, et il est devenu l'historien du contentieux arméno-turc, montant sur la brèche à chaque occasion⁷. Dans le même temps, lui-même et ses autres collègues ne se font pas faute de rappeler les motifs plus généraux de ressentiment de l'URSS envers la Turquie, par exemple en contestant la « neutralité » de cette dernière pendant la dernière guerre.

Dans cette offensive en règle contre « l'ennemi séculaire », le 60^e anniversaire du génocide, en 1975, représente aussi un temps fort. Tous les médias participent à sa commémoration et, à Erevan, le cortège du 24 avril conduit par le Premier secrétaire arménien est estimé à un million de personnes, tandis que la *Pravda* ouvre ses colonnes à un long article de l'académicien-astrophysicien V. Hampartsoumian sur ce « massacre impitoyable et horrible de la population arménienne, désarmée et sans défense ». En 1977, est primé au festival de Tachkent et présenté à Cannes, le premier film des studios arméniens sur le génocide, *Naapet* de H. Malian.

Cette insistance à rappeler le génocide et la tolérance ouverte de « l'ararantisme » des Arméniens n'ont pas été sans inquiéter les Turcs. Ceci a aussi donné à penser que la vague d'attentats contre les diplomates et établissements turcs, à partir des années 1973-75, revendiqués par des groupes arméniens de la diaspora, était en fait concoctée par le Kremlin, via les organisations palestiniennes du Liban ou les Chypriotes grecs, et visait à déstabiliser ce bastion primordial de l'OTAN, au même titre que l'agitation des mouvements de gauche turcs (d'où les militants arméniens ne sont pas absents) et des autonomistes kurdes (dont l'action s'est amplifiée pendant cette même période⁸). Sans compter le rapprochement soviéto-grec à partir d'octobre 1979.

Il est difficile de répondre à cette question qui a suscité beaucoup d'émotions. À la source du terrorisme arménien qui, depuis 1973 et le geste symbolique de Yanikian, a eu pour cibles plus de 20 diplomates turcs, des consulats, des agences de voyages, etc. turcs en Occident, des objectifs divers en Turquie (aéroports, casernes, bureaux de poste, mémorial d'Ataturk, etc.), ainsi que des objectifs occidentaux (compagnies aériennes, gares, cafés...), on peut supposer qu'il y a bien d'autres causes qu'une éventuelle « manipulation » de Moscou. Le traumatisme non surmonté d'un deuil nié

7. J. Kirakossian, né en 1929 à Erevan, d'une famille originaire d'Anatolie (Mouch), membre du PCUS depuis 1950 ; spécialiste des problèmes de relations internationales (chercheur à l'Institut des études orientales de l'Académie des sciences à partir de 1954 - docteur en 1966) ; chef-adjoint de la section d'agit-prop du CC du PCA (1962-66) ; président du comité d'Etat à la radio et TV (1966-69) ; chef de la section recherche et enseignement supérieur (1969-75) et ministre des Affaires étrangères de la RSS d'Arménie depuis 1975. Il est devenu le procureur perpétuel des Turcs, en particulier pour leurs « falsifications historiques », ce qui, bien que justifié, n'en est pas moins savoureux de la part d'un historien et homme d'Etat soviétique.

8. Sur la déstabilisation en Turquie, qu'il suffise de rappeler le chiffre des victimes du terrorisme (de droite et de gauche) : 1 200 en 1978, 3 000 en 1979, et 2 000 pour les six premiers mois de 1980.

par tous, l'exemple de Nuremberg, l'exaspération après l'échec de la voie pacifique et diplomatique – des tonnes de mémoranda envoyés aux organisations internationales depuis 1918 sont restés sans réponse –, l'interminable bataille autour du « Paragraphe 30 » qui mentionnait le cas arménien dans le rapport de la Commission des droits de l'homme de l'ONU sur le génocide, enfin le modèle palestinien, ont certainement constitué les raisons profondes au passage à une tactique de « terrorisme publicitaire » et de « lutte armée », choisie par une nouvelle génération, radicalisée par l'impact des mouvements de libération du tiers-monde et la crise libanaise.

Il faudrait analyser minutieusement les cibles et la chronologie des attentats revendiqués par les deux principales organisations terroristes arméniennes, le « Commando des justiciers du génocide » et l'« Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie » (ASALA), ainsi que leurs déclarations respectives. Il semble que les cibles de la première soient exclusivement turques et son objectif, la reconnaissance officielle du génocide et la restitution, en réparation, des territoires définis par le traité de Sèvres « à leurs propriétaires légitimes, les Arméniens ». L'ASALA demande aussi la reconnaissance du génocide, mais la restitution des terres « à l'Arménie soviétique », ce qui est une nuance. Par ailleurs, elle considère que la question arménienne est un produit du choc des impérialismes, d'où des attentats « tous azimuts », aussi bien contre des cibles turques qu'occidentales, voire arméniennes : il est troublant que l'ASALA ait inauguré ses actions, en janvier 1975, par un attentat à Athènes contre le Conseil mondial des Églises et l'ANCHA (*American National Council for Homeless Armenians*), accusés de faciliter l'émigration des Arméniens soviétiques aux États-Unis. Des actions similaires ont eu encore lieu à Rome, en 1977 et 1979, contre des hôtels spécialisés dans l'accueil d'émigrants soviétiques en transit vers les États-Unis. L'ASALA a aussi revendiqué de nombreuses actions en Turquie, en prétendant se servir de l'Arménie soviétique comme d'une « base révolutionnaire ». Enfin, dans des déclarations récentes, elle parlait de la RSS d'Arménie comme d'un « territoire libéré⁹ »...

L'irritation d'Ankara devant cette résurgence de la question arménienne, tant en Arménie soviétique qu'en diaspora, se reflète dans la presse turque qui s'étonne que le « communisme, ennemi de la paix, enrage les Arméniens, qui sont en vérité un peuple pacifique, en leur donnant un complexe d'agressivité hitlérien », ou qui exhume des archives des textes de Staline, conseillant aux Arméniens, à la veille de la signature du Traité de Moscou, d'accepter des « concessions territoriales temporaires » dans l'intérêt de la révolution mondiale.

L'hypothèse de la « main de Moscou » derrière d'autres événements comme la révolution iranienne, l'extension de l'agitation au Kurdistan et la

9. Pour une analyse du terrorisme arménien, cf. Y. Ternon, *La cause arménienne* (Seuil, 1983), et la préface de G. Chaliand à l'ouvrage de Chirakian, *La dette de sang*, Ramsay, 1982.

guerre au Liban, a aussi permis à la Turquie de faire monter les enchères pour obtenir des crédits supplémentaires de ses alliés occidentaux. Sans pour autant entraver une coopération économique croissante avec l'URSS. L'invitation de la Turquie à participer aux grandes manœuvres en Transcaucasie (avril 1975), la mise en place d'une commission mixte permanente pour la coopération économique (1976), la signature d'un traité commercial et du « document politique » (juin 1978), sont autant de preuves de la réalité du rapprochement soviéto-turc post-stalinien. Le coup d'État militaire de septembre 1980 n'a pas empêché Brejnev d'adresser au général Evren le rituel message d'amitié à l'occasion du soixantenaire du traité de Moscou (mars 1981). Par ailleurs, l'URSS n'a jamais soutenu officiellement ni les initiatives diplomatiques (« Paragraphe 30 »), ni les actions terroristes des Arméniens. Cependant, depuis 1982, la presse soviétique a commencé à évoquer les violations des droits de l'homme en Turquie. En 1980, un congrès mondial des « représentants » de la diaspora, réuni à Everan à l'occasion du soixantième anniversaire de la soviétisation, affirmait la nécessité de « l'unité avec la patrie » pour la survie des communautés diasporiques et la réalisation des « aspirations les plus sacrées ». Tandis qu'en 1982, coup sur coup, le dernier ouvrage de J. Kirakossian, *Les Jeunes Turcs devant le tribunal de l'histoire*, et un document du Comité des relations culturelles avec la diaspora – *Les droits historiques des Arméniens de la diaspora* – mettaient directement en accusation les dirigeants turcs actuels¹⁰. L'Église était aussi mobilisée dans cette offensive patriotique, comme elle le fut en 1945, lors du rapatriement, en 1965 pour le cinquantenaire du génocide, et à chaque occasion où elle pouvait servir de relais diplomatique officieux¹¹. Enfin, dans la diaspora, à la différence de la période antérieure à 1965, les milieux communistes se sont de plus en plus engagés dans l'affirmation de revendications territorialistes et, tout dernièrement (janvier 1984), après avoir longtemps condamné les actions terroristes, ils apportaient leur soutien et leurs témoignages lors du procès des quatre militants de l'ASALA, auteurs de la prise d'otages au Consulat de Turquie de Paris (septembre 1981).

Double langage et double jeu semblent ainsi caractériser la politique soviétique à l'égard de la question arménienne. Sans jamais monter en pre-

10. Dans l'introduction de son ouvrage, J. Kirakossian, évoquant la commémoration du 60^e anniversaire de la mort de Talaat en 1981 écrit : « Les autorités militaires turques d'aujourd'hui, qui parlent tant de la nécessité de la lutte contre le terrorisme, se sont inclinées à la mémoire d'un terroriste et criminel, du principal organisateur de l'extermination des masses arméniennes. » L'article du Comité, déplorant l'installation de réfugiés afghans dans la région d'Erzeroum, accuse le gouvernement turc d'utiliser ce « nouveau moyen » pour empêcher les Arméniens de la diaspora de retourner vivre sur leurs terres ancestrales.

11. À l'instar de l'Église orthodoxe russe, l'Église arménienne participe au Mouvement de la paix et au mouvement œcuménique. Tiennent aussi de l'action diplomatique, les fréquentes visites pastorales du Catholico dans toutes les communautés de la diaspora pour rallier celle-ci à « l'unité avec la Mère-Patrie ».

mière ligne, l'URSS tolère incontestablement l'expression du patriotisme arménien – dans sa composante d'irrédentisme anatolien – contribuant ainsi à le renforcer dans la diaspora, mais veille à le garder sous contrôle, tant pour ne pas risquer une explosion à l'intérieur, que pour ne pas effaroucher outre mesure la Turquie et, au-delà, le monde musulman. Sans que cela signifie qu'elle ait renoncé, à terme, aux objectifs de la Russie impériale. Dans l'immédiat, en maintenant le doute sur ses intentions, elle y gagne une relative neutralité de la Turquie envers sa diplomatie internationale – celle-ci a été très modérée dans sa condamnation de l'invasion de l'Afghanistan – et la renonciation progressive des Arméniens à une contestation démocratique et à un projet national indépendant, tant que la réunification des terres n'est pas réalisée.

Un bon test d'évaluation de la manière dont Moscou se préoccupe des intérêts nationaux arméniens serait pourtant l'analyse de l'attitude du pouvoir central envers l'irrédentisme interne, envers la revendication des enclaves arméniennes en Géorgie et, surtout, en Azerbaïdjan : aux arguments sur la discrimination ethnique, le sous-développement économique et la dépopulation provoqués par la direction azerie, ne répond que le refrain rituel sur « l'internationalisme prolétarien » et « l'amitié entre les peuples », quand ce ne sont pas les purges des dirigeants arméniens locaux et la répression à l'encontre des tenants du changement de statut administratif. Enfin, en 1978, les limites de l'expression du nationalisme arménien ont été clairement indiquées lors de la commémoration – somptueuse – à Erevan du 150^e anniversaire de « l'union » de l'Arménie à la Russie (c'est-à-dire de l'annexion de la province d'Erevan par l'empire tsariste en 1828) : tous les slogans sur la multiséculaire « amitié arméno-russe » reposaient sur l'argumentation du bilan positif du rattachement qui avait mené les Arméniens du Caucase sur la voie de « l'avenir radieux » en les protégeant, en outre, contre le danger « touranien », ce qui interdisait toute remise en cause du régime et de l'hégémonie russe.

Apparemment en liaison avec une nouvelle phase d'agressivité soviétique sur la scène internationale, en particulier en Orient, le sentiment national et la question arménienne ont été réactivés depuis le milieu des années 1960. Le nationalisme – dans son aspect irrédentiste et antiturc – est devenu progressivement omniprésent dans tous les discours arméniens ; ceux des dirigeants politiques, des travailleurs de la culture et de l'Église d'Arménie soviétique. Mais aussi ceux des dissidents et des divers courants politiques de la diaspora. Parallèlement, dans la contestation arménienne en URSS, la lutte pour les droits de l'homme est restée très isolée¹², et, à l'extérieur, le parti Dachnak, tenant d'une « Arménie libre, indépendante et réunifiée », a

12. Le groupe arménien pour la surveillance de l'application des accords d'Helsinki, créé en avril 1977 et anéanti en quelques mois, n'a jamais compté plus d'une demi-douzaine de membres, et la diaspora ne s'est pas beaucoup démenée, à la différence de la communauté juive, pour défendre ces dissidents.

souvent eu tendance à inverser l'ordre de priorité de ces trois termes, mettant en sourdine sa critique du régime soviétique. Las de se morfondre en vain dans une attitude de sages victimes, attendant que leur bon droit soit reconnu, les jeunes sont passés à une tactique de revendication plus spectaculaire et plus « musclée ».

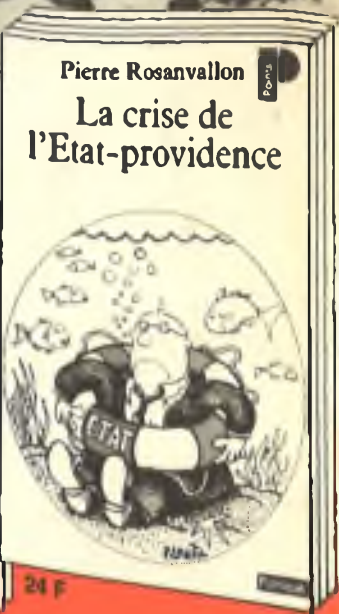
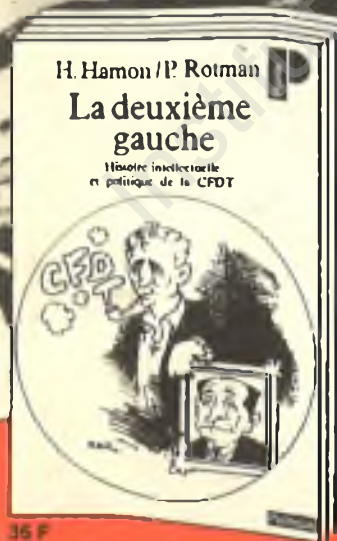
Si cette offensive a irrité – voire inquiété – la Turquie au point qu'elle a commencé aussi à fourbir ses armes (académiques pour l'instant : création d'un centre de recherche sur la question arménienne en 1981, à Ankara et « information » des milieux universitaires occidentaux sur le problème arménien), la solution du problème national n'en a pas avancé d'un mètre pour autant. Au contraire, en se prêtant plus ou moins involontairement, plus ou moins inconsciemment, au rôle de pion dans la diplomatie du « grand voisin du Nord », comme au XIX^e siècle, les Arméniens semblent avoir perdu toute possibilité de soutien occidental – autre que moral – même dans leur revendication minimale de la reconnaissance du génocide de 1915. Surtout, en oubliant les dimensions politiques de la question arménienne – réalité du rapport de forces, situation de dépendance totale de la RSS d'Arménie –, en subordonnant l'idée d'indépendance et de liberté à celle d'unité territoriale et de sécurité, sous la « nécessaire » protection du « bouclier russe », ne se privent-ils pas aussi de la possibilité d'élaborer un projet national commun, plus dynamique à terme, qui leur éviterait l'acceptable alternative entre la vie en sursis en diaspora, ou à genoux dans la « Mère-Patrie » ?

À la fin du XIX^e siècle, lorsque le mouvement de libération nationale se heurtait au double mur des massacres hamidiens (1894-96 : quelque 300 000 morts) et de la répression de la police tsariste, quelques révolutionnaires arméniens en arrivaient à la conclusion que la solution du problème arménien – c'est-à-dire le droit de ce peuple à vivre en paix sur son territoire et à prendre en charge son destin – passait par la démocratisation de ces deux empires despotiques. N'en va-t-il pas de même un siècle plus tard ? À la fin des années 1970, en entrant dans la lutte pour la défense des droits de l'homme en URSS, quelques Arméniens ont rompu avec un ethocentrisme stérilisant.

Claire Mouradian

P.E
05

REGARDER LE MONDE EN FACE



COLLECTION DE POCHE
POINTS POLITIQUE SEUIL